

NR 4796

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

CEDOC
FONS
A VILADOT

**Bulletin de discussion du Comité d'organisation pour la
reconstruction de la IV^e Internationale**

88 bis, avenue Parmentier - Paris 11^e

N^o 6

OCTOBRE 1972

Prix 5 F

Compte-rendu de la pré-conférence internationale de juillet 1972

- Résolution sur les tâches de reconstruction de la 4^e Internationale, adoptée par la pré-conférence
- Résolution présentée par la LRSH
- Résolution politique générale, adoptée par la pré-conférence

Contributions à la discussion

- Commentaires de l'OCI sur la pré-conférence
- Commentaires du groupe "Avant-Garde" (Israël) sur la pré-conférence
- Pour la clarification politique (article de discussion du camarade Just)

à nos lecteurs

LE précédent numéro de « LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE » publiait les rapports que l'Organisation Communiste Internationaliste — pour la reconstruction de la 4^e Internationale — présentait à la discussion de la pré-Conférence internationale convoquée pour juillet 1972.

Cette réunion internationale s'est déroulée du 1^{er} au 4 juillet. Nous publions dans ce numéro ce qui en constitue en fait le « procès-verbal », à savoir les résolutions qui ont été soumises au vote avec le détail de ces votes.

D'autre part, il a été entendu entre les différentes organisations participantes que chaque organisation, sous sa propre responsabilité, rédigerait un bref commentaire des résultats de la pré-Conférence, ces commentaires constituant les premiers éléments de la poursuite de la discussion. On trouvera dans ce numéro de « LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE » les deux premiers commentaires à nous être parvenus : ceux de l'OCI et du Groupe « AVANT-GARDE » d'Israël, ainsi qu'un article de discussion du camarade Just.

La pré-Conférence a décidé la publication en trois langues (français, anglais et espagnol) d'un bulletin de discussion international, « LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE » publiera désormais ce matériel de discussion et devient donc, en ce sens, l'édition française du bulletin de discussion du Comité d'organisation pour la reconstruction de la 4^e Internationale constitué à l'issue de la pré-Conférence de juillet 1972.

C'est donc l'une des tâches majeures de tous ceux qui ne séparent pas les problèmes de l'Internationale de ceux de la construction du parti révolutionnaire en France que d'assurer les conditions permettant l'existence régulière de ce bulletin de discussion, permettant ainsi aux organisations trotskystes engagées dans le combat pour la reconstruction de la 4^e Internationale de se donner les moyens d'avancer dans cette voie, de prolonger le pas en ayant accompli lors de la Conférence de juillet 1972 et dont témoignent les résolutions adoptées par cette réunion internationale.

Administration - Abonnements - Correspondance :

« La Correspondance Internationale »

88 bis, avenue Parmentier, Paris-11^e

ABONNEMENTS

Le numéro	2 F
6 numéros (1 an)	11 F
3 numéros (6 mois)	6 F
Soutien (1 an)	15 F et plus
Etranger (1 an)	15 F

A régler au C.C.P. de

JEAN SANVOISIN

N° 20.671-59 - PARIS

UAB

Biblioteca de Comunicació
i Hemeroteca General
CEDOC

1 - 4 juillet 1972 :

2^e session de la pré-conférence internationale

La 2^e Session de la pré-Conférence convoquée par le Comité International, dont la première Session s'est déroulée à Londres en juin 1970, s'est réunie à Paris du 1^{er} au 4 juillet 1972.

Ont participé aux travaux de la 2^e session de juillet 1972 :

— les sections du Comité International :

- Organisation Communiste Internationaliste (France) ;
- Ligue des Révolutionnaires Socialistes de Hongrie ;
- Ligue Ouvrière Marxiste (Mexique) ;

— les organisations qui avaient participé à la 1^{re} Session de la pré-Conférence de juin 1970 :

- Internationale Arbeiter Korrespondenz (Allemagne) ;
- Groupe « Avant-Garde » d'Israël ;
- Groupe Marxiste Africain ;
- Comité d'organisation des Communistes-Trotskyistes de l'Europe de l'Est : Walka Klass (Pologne), Proletarska Vangarda (Yougoslavie), Proletar (Tchécoslovaquie) ;
- Groupe « Octobre » (Brésil) ;

— les organisations associées à l'activité du Comité International :

- « Política Obrera » (Argentine), des militants trotskystes du Pérou et du Venezuela, qui ont participé à la réunion latino-américaine convoquée par le Comité International, en juin 1971 ; l'Organisation Marxiste Révolutionnaire du Chili ayant participé comme ces organisations à la Conférence latino-américaine qui s'est tenue en avril 1972 ; l'Organisation Trotskyiste d'Espagne.

— les organisations et groupes suivants ont également participé aux travaux de la 2^e Session de juillet 1972 :

- Cellule Trotskyiste (Italie) ;
- Groupe de Militants Trotskyistes Portugais ;
- League for a Workers Republic d'Irlande ;
- Labor Action Committee of Canada.
- La camarade Betty Hamilton, membre du Comité International, et le camarade Stéphane Just, co-secrétaire du Comité International, ont participé aux travaux de la 2^e Session de la pré-Conférence.
- Le P.O.R. (Bolivie) était excusé.

Résolution sur les tâches de reconstruction de la 4^e Internationale

(résolution présentée par l'OCI et adoptée)

La 2^e Session de la pré-Conférence considérant :

1. que la proclamation de la 4^e Internationale en 1938 a la signification de la construction de l'Internationale comme Parti mondial de la Révolution socialiste, condition indispensable à la construction du Parti révolutionnaire dans chaque pays, section de la 4^e Internationale.

2. que pour le bolchévisme, le Parti mondial de la Révolution socialiste doit être construit sur les principes du centralisme démocratique qui, bien entendu, ne s'appliquent pas de façon formelle et mécanique, mais en tenant compte des bases politiques concrètes.

3. que le contenu du centralisme démocratique, qui est le contenu essentiel du Parti mondial de la Révolution socialiste proclamé en 1938, signifie la construction du centre dirigeant de l'Internationale.

4. que, en dépit de faiblesses multiples, le Secrétariat International et le Comité Exécutif International ont constitué, de 1945 à 1950-1952, le centre dirigeant de la 4^e Internationale. La majorité de l'Internationale combattait plus ou moins clairement contre les courants, tendances et individus qui, abandonnant le programme, s'apprétaient à passer sur les positions de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie (Schachtmanistes - droitiers en France, etc.).

5. que le révisionnisme pabliste a détruit organisationnellement l'Internationale proclamée à la 1^{re} Conférence de fondation en 1938, qu'il a détruit la 4^e Internationale comme centre dirigeant, mais que le révisionnisme n'a pu détruire la 4^e Internationale comme programme, la 2^e Session de la pré-Conférence n'est aucunement décidée ni n'a l'intention de cacher à l'avant-garde du prolétariat mondial et aux travailleurs le fait que la pression des forces de la

bourgeoisie et du stalinisme a eu des effets destructeurs sur l'organisation de la 4^e Internationale.

Au sein de la 4^e Internationale et dans sa direction, combattues par les trotskystes, des tendances liquidatrices de la 4^e Internationale ont trahi le programme. Le programme de la 4^e Internationale n'a pas fait faillite. Ce programme, adopté en 1938 et qui a été complètement vérifié par le cours ultérieur de l'Histoire, donne les seules réponses aux problèmes de la lutte de classe de notre époque.

6. Le Comité International (CI) s'est fondé en 1963 sur une équivoque. D'une part, après la lettre de Cannon qui, au nom du SWP, dénonçait le pabliste comme courant liquidateur, le SWP, les sections anglaise, suisse, française et chinoise, et d'autres constituaient en 1963 le Comité International pour opposer un centre dirigeant de la 4^e Internationale au centre dirigeant pabliste, le Secrétariat International (SI).

D'autre part, le SWP se refusait à accomplir les tâches internationales et empêchait le CI d'accomplir les tâches de reconstruction de l'Internationale. Cela a conduit le SWP à déboucher sur une politique de réunification avec le SI pabliste où le prétendu trotskysme « orthodoxe » se réunifiait avec le soi-disant trotskysme non orthodoxe, le pabliste liquidateur de la 4^e Internationale.

7. L'OCI et la SLL ainsi que d'autres organisations du CI, ont refusé de suivre la voie du SWP en 1963. Mais bientôt, à partir de 1966, la SLL allait s'engager sur le chemin même où l'avait précédé le SWP. Pour la SLL, le CI devait fonctionner comme le centre dirigeant de la 4^e Internationale mais, outre que la SLL

refusait la plupart des tâches afférentes au travail international, le CI fonctionnait sur les principes du fédéralisme — imposées avant tout par la SLL — qui n'avaient rien à voir avec les principes du centralisme démocratique. Bloquant de plus en plus toutes les initiatives et tout travail constructif international, se refusant à engager et à participer, par des discussions internationales, à la clarification politique, la SLL a été conduite à proposer au Secrétariat unifié une réunification sans principe.

Par là, les faits ont donné le démenti le plus cinglant à l'équivoque qui a présidé à la constitution du CI de 1953 qui prétendait représenter le centre dirigeant de la 4^e Internationale, pour s'aligner sur une politique de réunification avec le liquidationisme pabliste.

8. Le CI a effectivement représenté la continuité de la 4^e Internationale dans le sens où il a défendu le programme — unité de la théorie et de la pratique dans la construction de l'organisation — et avait donc vocation de reconstruire le centre dirigeant de la 4^e Internationale. Mais, en refusant de tirer jusqu'au bout toutes les conclusions de la crise pabliste et, en outre, en refusant de lutter pour la reconstruction de la 4^e Internationale, le CI n'a pas assuré la continuité.

9. Les racines de la crise du CI, qui a abouti à son éclatement, se situent essentiellement, répétons-le, dans le refus d'apprécier dans toute sa pleine dimension, la signification du pabliste liquidateur qui a réussi à détruire le centre dirigeant mis en place par Léon TROTSKY à la Conférence de fondation de 1938. La réunification du SWP avec le SU, puis ensuite les propositions de Gerry Healy, traduisent ce refus d'aller jusqu'au bout de l'analyse du pabliste ; elles sont à la racine de déviations de principes sur nombre de questions fondamentales.

Derrière l'affirmation radicale de la déclaration constitutive du CI :

« Nous considérons COMME DECHU de ses pouvoirs le SI des usurpateurs pablistes, qui consacre son activité à la révision du trotskysme, à la liquidation de l'Internationale et à la destruction de ses cadres... »
« ... Représentant l'immense majorité des forces trotskystes de l'Internationale, nous décidons de constituer un CI de la 4^e Internationale. »

se manifestait la volonté de ne pas prendre en considération la profondeur de la crise de la 4^e Internationale. Plus ou moins clairement, cette négation de la crise et de la qualité de la crise de la 4^e Internationale était un refus de poser, et bien sûr de résoudre, cette crise en l'analysant jusqu'à ses racines, en entreprenant les tâches de reconstruction de la 4^e Internationale. Elle allait aboutir en pratique au blocage du CI, à la désertion du CI par le SWP, à la politique de paralysie systématique par la SLL, du CI, c'est-à-dire au refus de faire du CI la force motrice de la reconstruction de la 4^e Internationale.

Dès 1966, l'OCI déclarait : « Si le CI n'assume pas sa tâche de force motrice de la reconstruction de la 4^e Internationale, cela l'amènera à éclater. »

La scission perpétrée par la SLL a ici ses racines. Prendre en considération l'origine de l'éclatement du CI est indispensable pour poursuivre la lutte pour la reconstruction de la 4^e Internationale. La 2^e Session de la Pré-Conférence Internationale condamne la criminelle scission opérée par la SLL. Elle rejette également toute position qui tendrait à considérer l'éclate-

ment du CI comme « une crise de croissance qui aurait permis de déblayer la situation ». L'éclatement du CI opéré par la SLL qui est une tentative de rompre la continuité du combat pour la reconstruction de la 4^e Internationale, aggrave la dispersion réalisée par Pablo-Mandel-Frank en 1952. Mais en même temps la tenue de la 2^e Session de la pré-Conférence démontre la volonté et la possibilité d'avancer vers le regroupement des forces, organisations et groupes en lutte pour la reconstruction de la 4^e Internationale.

10. Il n'y a pas de centre dirigeant, il faut reconstruire le centre dirigeant sur les principes du centralisme démocratique ; tel est le contenu de la lutte pour la reconstruction de la 4^e Internationale.

La 2^e Session de la pré-Conférence propose, en conséquence, la constitution du COMITE D'ORGANISATION POUR LA RECONSTRUCTION DE LA 4^e INTERNATIONALE, qui se fixe pour tâche de reconstruire le centre dirigeant de la 4^e Internationale.

Adhérent à ce Comité d'Organisation, les organisations, groupes qui proclament leur volonté de combattre sur le programme de la 4^e Internationale, pour reconstruire le centre dirigeant dont ils admettent que celui-ci n'est pas encore existant.

C'est ainsi que le Comité d'Organisation constituera en premier lieu le cadre de discussion international le plus large. Il se fixe de convoquer une nouvelle Conférence sur l'ordre du jour inscrit dans la résolution générale.

11. Mais le Comité d'Organisation ne limite pas sa tâche à créer un cadre international de discussion. Il poursuivra le travail engagé pour la construction de sections nationales de la 4^e Internationale. Cette tâche doit s'ordonner sur les perspectives révolutionnaires de la lutte de classe internationale et dans chaque pays, et leur traduction dans la crise du mouvement ouvrier international qui dégagera du stalinisme, de la social-démocratie et des organisations nationalistes petites-bourgeoises des pays arriérés, des courants, fractions et groupes recherchant le chemin de la construction de la direction révolutionnaire du prolétariat. Ces groupes et organisations engagés dans la lutte des classes qui, quelles que soient leurs origines politiques, ressentent l'exigence pressante de la construction du parti révolutionnaire dans chaque pays et de l'Internationale, instrument indispensable à la victoire du prolétariat dans chaque pays et sur l'arène mondiale de la lutte des classes, à la victoire du Socialisme, sont invités à la Conférence et à sa préparation, avec l'accord du Comité d'Organisation.

C'est seulement ainsi que sera assumée la continuité de la 4^e Internationale, et sa reconstruction engagée.

12. La 2^e Session de la pré-Conférence constate ce qui est. Il faut reconstruire la 4^e Internationale comme Parti mondial de la Révolution socialiste, c'est-à-dire reconstruire le centre dirigeant de la lutte pour la Révolution mondiale. La crise de la 4^e Internationale, répétons-le, n'a cessé de s'approfondir depuis 1950-53, tant dans les organisations adhérentes du SU, que dans celles qui ont constitué le CI.

La 2^e Session dit nettement : Le Comité d'Organisation ne constitue pas dans le moment présent, une direction internationale centralisée. Ce faisant, la 2^e Session de la pré-Conférence reste fidèle à la résolution adoptée par la 3^e Conférence du Comité International de 1966. Les organisations, groupes et militants

trotskyistes participants déclarent être décidés à engager le combat pour la reconstruction de cette direction internationale centralisée.

Les organisations, groupes et militants trotskystes voient la preuve de la possibilité de réaliser cette tâche dans le sérieux des travaux qui se sont déroulés à la 2^e Session de la pré-Conférence.

Les organisations, groupes et militants trotskystes décident de se constituer en Comité d'Organisation pour la Reconstruction de la 4^e Internationale sur la base de cette résolution.

Le Comité d'Organisation pour la Reconstruction de la 4^e Internationale se propose de convoquer les organisations, groupes et militants en Conférence Internationale qui pourrait se réunir au cours de l'été 1973 sur le projet d'ordre du jour proposé par la résolution politique générale.

A cette fin, il éditera un bulletin international de discussion en trois langues, Français, Espagnol et Anglais.

Il invite toutes les organisations, groupes et militants qui acceptent le cadre de la discussion définie dans cette résolution à participer à sa préparation qui est

d'ores et déjà ouverte.

Le Comité d'Organisation en relation avec le point 11 de cette résolution impulsera et coordonnera toutes les initiatives visant à la constitution de sections nationales de la 4^e Internationale.

Il organisera et impulsera les campagnes politiques internationales qu'il décidera, en particulier celle déjà engagée pour la défense de Iakir et des emprisonnés combattant contre la bureaucratie de Moscou, et pour la libération des militants trotskystes emprisonnés en Bolivie et au Brésil.

Le Comité d'Organisation pour la reconstruction de la 4^e Internationale désigne un BUREAU INTERNATIONAL composé de :

l'Organisation Communiste Internationaliste — pour la reconstruction de la 4^e Internationale — (France), de la Ligue des Révolutionnaires Socialistes de Hongrie, de l'Organisation Trotskyiste d'Espagne, de IAK d'Allemagne, du groupe « Avant-Garde » d'Israël, du Parti Ouvrier Révolutionnaire de Bolivie, de la Ligue Ouvrière Marxiste du Mexique, de Política Obrera (Argentine), de la League for a Workers Republic d'Irlande, et de la Camarade B.H.

VOTE SUR LA RESOLUTION SOUMISE PAR L'OCI sur les tâches de la reconstruction de la 4^e Internationale

Vote sur la ligne générale du texte :

POUR : OCI (France), LOM (Mexique), IAK (Allemagne), « Avant-Garde » d'Israël, Groupe Marxiste Africain, Política Obrera (Argentine), Militant de l'OMR (Chili), Militants Trotskyistes du Pérou, Militants Trotskyistes du Venezuela, Cellule Trotskyiste d'Italie, Groupe de Militants Trotskyistes portugais, LWR d'Irlande, LAC du Canada, la camarade Betty Hamilton.

ABSTENTIONS : LRSH (Hongrie), Comité d'Organisation des Communistes-Trotskyistes d'Europe de l'Est, « Octobre » (Brésil), OT d'Espagne.

Vote sur les amendements :

Amendement de la LRSH : au point 8 écrire « le CI a PLEINEMENT représenté la continuité, etc. »

POUR : 2 (LRSH, Comité d'Organisation des Communistes-Trotskyistes des pays d'Europe de l'Est).

ABSTENTIONS : 4 (« Octobre » du Brésil, Militants Trotskyistes du Venezuela, Cellule Trotskyiste d'Italie, OT d'Espagne).

AMENDEMENT REPOUSSE.

Le 7^e paragraphe du point 9 de la Résolution, paragraphe qui commence par la phrase : « Prendre en considération l'origine de l'éclatement du CI est indispensable pour poursuivre la lutte pour la reconstruction de la 4^e Internationale » et se terminant par la phrase « Mais en même temps la tenue de la 2^e Session de la pré-Conférence démontre la volonté et la possibilité d'avancer vers le regroupement des forces, organisations et groupes en lutte pour la reconstruction de la 4^e Internationale. » constituait un amendement proposé par l'OCI.

Une disjonction a été demandée pour la phrase : « Elle rejette également toute position qui tendrait à considérer l'éclatement du CI comme "une crise de croissance qui aurait permis de déblayer la situation". »

Vote sur la phrase disjonctive :

CONTRE : LOM (Mexique), LRSH (Hongrie), Comité d'Organisation des Communistes-Trotskyistes des Pays d'Europe de l'Est.

La phrase est donc intégrée dans l'amendement.

Vote sur l'amendement dans son ensemble :

CONTRE : LRSH, Comité d'Organisation des Communistes-Trotskyistes des Pays d'Europe de l'Est.

ABSTENTIONS : LOM (Mexique), OT d'Espagne.

L'amendement est adopté.

D'autre part, la fin du point 12 à partir de « Les organisations, groupes et militants trotskystes voient la preuve de la possibilité... » a été adopté à l'unanimité.

Vote sur le texte dans son ensemble tous amendements intégrés :

POUR : 15 ; OCI (France), LOM (Mexique), IAK (Allemagne), « Avant-Garde » (Israël), Groupe Marxiste Africain, « Octobre » (Brésil), Política Obrera (Argentine), Militants Trotskyistes du Pérou, Militants Trotskyistes du Venezuela, Militant de l'OMR (Chili), Cellule Trotskyiste d'Italie, Groupe de Militants Trotskyistes portugais, LWR d'Irlande, LAC (Canada), la camarade Betty Hamilton.

ABSTENTIONS : 3 ; LRSH (Hongrie), Comité des Communistes-Trotskyistes des Pays de l'Est, Organisation Trotskyiste d'Espagne.

La résolution est adoptée.

Résolution présentée par la LRSH

(Résolution repoussée par la pré-conférence)

DANS l'époque que nous vivons et que nous tous caractérisons comme celle de l'imminence de la Révolution et de la contre-révolution — analysée et résumée dans le texte sur la situation internationale — nous considérons que dans la lutte pour la reconstruction de la 4^e Internationale le problème de la fraction trotskyste internationale est une question décisive.

C'est en fonction de cette question décisive que nous envisageons l'ensemble du problème du Comité International et non en soi.

De ce point de vue fondamental, face aux liquidateurs qui ont effectivement réussi à détruire la 4^e Internationale en tant qu'organisation basée sur le centralisme démocratique, une fraction trotskyste internationale a pu naître et se développer.

En dépit de toutes ses faiblesses, équivoques, blocages et hésitations et surtout du fait qu'elle ne pouvait reconstruire le centralisme démocratique cette fraction trotskyste a existé !

C'est dans ce sens que nous jugeons, dans son ensemble, l'activité du CI comme positive. Et c'est cela qui est déterminant !

Mais, étant donné la profondeur de la crise pabliste, les organisations et groupes, et leurs délégués, réunis à la 2^e Session de la pré-Conférence, ne sont pas en mesure de prononcer un jugement définitif et sommaire sur l'histoire de cette fraction trotskyste internationale. Raison de plus pour que cette 2^e Session de la pré-Conférence réaffirme la nécessité d'écrire l'histoire de la 4^e Internationale, bien entendu, pas dans le sens académique.

Nous pensons qu'il est indispensable d'assurer la plus large couverture vers l'ensemble des groupes, organisations, militants qui veulent et qui s'engagent réellement dans la construction des nouveaux partis révolutionnaires et d'une Internationale ainsi que le texte de 1969 de l'OCI le définit. Mais SEULE, une fraction trotskyste internationale peut offrir cette ouverture.

Il s'agit donc de définir ce que nous entendons par cette fraction, son fonctionnement et ses méthodes.

Nous considérons comme l'acquis fondamental du Comité International, la lutte, même imparfaite, menée comme *une lutte constante* pour affirmer la base même du programme : l'indépendance du prolétariat. Et ce malgré la position adoptée par une des organisations du Comité International, la SLL, sur la révolution arabe...

Il nous faut continuer sur la base de cet acquis. La Fraction Trotskyste Internationale est celle qui se base sur cet acquis.

La 2^e Session de la pré-Conférence se rendant pleinement compte des divergences sur ce point, même avec des organisations comme le POR de Bolivie — et d'autres groupes et organisations — que nous défendons et dont nous approuvons la politique menée jusqu'au 21 août 1971, affirme la nécessité de poursuivre la discussion jusqu'à son terme.

Nous pensons que même la fraction trotskyste internationale a besoin de mener en son propre sein cette discussion, suivant l'exemple de Trotsky dans son combat, d'une part avec Ta-Thu-Thau, et d'autre part, avec Nin.

Nous considérons que cette discussion n'étant pas terminée, nous n'en excluons personne. Pour la même raison, nous pensons que les organisations et les groupes avec qui cette discussion n'est pas terminée, ne peuvent être cooptés à la Fraction Trotskyste Internationale, faute de quoi, il n'y aura plus de frontière comme les expériences de tous les groupes et organisations l'attestent.

La Fraction Trotskyste Internationale est donc nécessaire. C'est précisément pour cette raison que nous proposons le maintien du Comité International qui, en tant que Fraction Trotskyste Internationale, offre le cadre même organisationnel à tous les groupes et organisations avec lesquels nous entendons mener la bataille pour la 4^e Conférence du Comité International.

VOTE SUR LA RESOLUTION SOUMISE PAR LA LRSH

POUR : (LSRH, Comité d'Organisation des Communistes — Trotskyistes — de l'Europe de l'Est).

ABSTENTION : OT d'Espagne.

CONTRE : OCI, LOM, IAK, « Avant-Garde » (Israël), Groupe Marxiste Africain, « Octobre » (Brésil), « Política Obrera » (Argentine), Militants de l'OMR (Chili), Militants Trotskyistes du Venezuela, Cellule Trotskyiste d'Italie, Groupe de Militants Trotskyistes Portugais, LWR (Irlande), LAC (Canada), la camarade Betty Hamilton.

Abonnez-vous à INFORMATIONS OUVRIÈRES

**S'ABONNER, C'EST AIDER
"INFORMATIONS OUVRIÈRES"
C'EST SOUTENIR LE COMBAT DE L'AVANT-GARDE
POUR LA CONSTRUCTION
DU PARTI REVOLUTIONNAIRE**

« INFORMATIONS OUVRIÈRES »

Correspondance
Rédaction - Administration
39, rue du Faubourg-du-Temple
PARIS-10^e
C.C.P. 21 831-73 Paris

ABONNEMENTS

1 an (48 n°)	50 F
Etranger (1 an) ..	60 F
6 mois (24 n°)	25 F

Versements au C.C.P. I.O. 21.831-73 - Paris

Résolution politique générale

(résolution présentée par l'OCI et adoptée par la pré-conférence)

LES organisations, groupes et militants trotskystes, réunis en 2^e Session de la pré-Conférence internationale du 1^{er} au 4 juillet, affirment que cette réunion internationale constitue la continuité politique légitime de l'activité et des acquis du Comité International dans sa lutte contre le révisionnisme liquidateur, pour la reconstruction de la 4^e Internationale.

En juin 1970, se tenait à Londres une pré-Conférence convoquée par le Comité International. A l'unanimité, à la demande de la SLL qui refusait le vote du seul texte soumis à la discussion, le rapport de l'OCI « Pour la reconstruction de la 4^e Internationale », il fut décidé de tenir en octobre une seconde session de la pré-Conférence, afin que les diverses sections et organisations participantes puissent fournir leur contribution.

Cette décision fut prise sur la base d'une résolution, unanimement votée, qui stipulait :

*« La pré-Conférence estime que le texte présenté
« par la section française est un texte se situant
« dans le cadre du programme et des principes
« du trotskysme, soumis à toutes les organisations*

*« trotskystes en vue de permettre une clarification
« des divergences. »*

La décision de la SLL de provoquer administrativement et sans discussion aucune la scission du Comité International a créé une situation où la nécessité de convoquer la 2^e Session de la pré-Conférence était de la plus grande urgence, afin que, précisément, la discussion de clarification puisse se poursuivre entre les organisations qui s'étaient engagées autour du CI dans la lutte pour la reconstruction de la 4^e Internationale.

C'est pourquoi les organisations, groupes et militants présents ont répondu à la convocation de Stéphane Just, co-secrétaire du Comité International et membre du Bureau Politique de l'OCI, et qu'ils considèrent que réunis en seconde Session de la pré-Conférence (à laquelle l'ensemble des sections du CI et des organisations qui avaient participé à la Conférence de juin 1970 ont été invitées), ils ont le droit et le devoir de se prononcer souverainement sur les mesures nécessaires à cette étape pour que soit poursuivi le combat pour la reconstruction de la 4^e Internationale.

En conséquence, les organisations et groupes trotskystes, réunis en seconde Session de la pré-Conférence, adoptent la résolution suivante :

Elles affirment que leur combat se situe entièrement sur la base du programme de fondation de la 4^e Internationale, le programme de transition, que plus de trente ans de lutte des classes ont totalement confirmé comme le programme de notre époque, celle de la révolution socialiste internationale. Trente ans de lutte

internationale du prolétariat pour la révolution socialiste ont pleinement confirmé ce que disait l'appel lancé par Léon TROTSKY, lors de la Conférence de fondation de la 4^e Internationale en 1938 : « La 4^e Internationale a résumé dans sa plate-forme l'expérience internationale du mouvement marxiste révolutionnaire, particu-

lièrement celle qui découle des conquêtes socialistes de la Révolution d'Octobre 1917 en Russie. Elle assimile et prend pour base toutes les expériences sociales progressives de l'humanité qui conduisent à l'expropriation de la classe capitaliste et à l'abolition ultime des classes. »



L'internationalisme prolétarien est à la base du programme de la 4^e Internationale comme expression stratégique de l'unité mondiale de la lutte des classes.

Toutes les forces politiques qui constituent des obstacles à l'émancipation du prolétariat cherchent à rompre cette unité qui depuis « Le Manifeste du Parti Communiste » constitue le fondement d'une politique communiste ; les forces révisionnistes qui se sont développées au sein de la 4^e Internationale, par la fabrication idéologique des « secteurs » de la révolution, se dressent aussi contre l'unité mondiale de la lutte des classes.

Il est nécessaire de réaffirmer ici le contenu de l'unité mondiale de la lutte des classes : « L'internationalisme n'est pas un principe abstrait, il ne constitue que le reflet politique et théorique du caractère mondial de l'économie, du développement mondial des forces productives et de l'élan mondial de la lutte des classes » (« La Révolution Permanente »). C'est en ce sens que la théorie de la révolution permanente exprime la dynamique mondiale de la lutte des classes à l'époque de l'impérialisme.

Aussi, les organisations trotskystes, réunies en 2^e Session de la pré-Conférence, rejettent comme contraire au programme de la révolution prolétarienne toute tentative de substituer à l'unité mondiale de la lutte des classes, le découpage d'une prétendue « réalité objective » en « blocs » ou en « secteurs ». Elles condamnent les fabrications idéologiques qui prétendent « privilégier » une « zone des tempêtes » ou un « secteur de la révolution coloniale » et séparent ainsi les luttes révolutionnaires dans les colonies du processus mondial dans lequel elles s'inscrivent et qui leur donnent leur importance historique (comme le remarque TROTSKY dans « L'histoire de la Révolution Russe » :

« La subordination des révolutions nationales arriérées à la révolution du prolétariat a son déterminisme sur le plan mondial. Alors qu'au XIX^e siècle la tâche essentielle des guerres et des révolutions consistait encore à assurer aux forces productives un marché national, la tâche de notre siècle consiste à affranchir les forces productives des frontières nationales qui sont devenues pour elles des entraves. Dans un large sens historique, les révolutions nationales de l'Orient ne sont que des degrés de la révolution mondiale du prolétariat. » ; elles sont avant tout une attaque réactionnaire contre les capacités révolutionnaires des prolétariats des pays avancés.

Le rejet de l'unité mondiale de la lutte des classes conduit en effet, non seulement à présenter comme un processus autonome les luttes révolutionnaires dans

Trente ans la lutte pour la révolution socialiste ont confirmé la décision de proclamer en 1938 la 4^e Internationale, instrument indispensable de la victoire du prolétariat. La crise de la direction révolutionnaire du prolétariat ne trouvera de solution que dans la constitution du parti mondial dirigeant de la révolution socialiste, la 4^e Internationale.

les pays arriérés, mais à nier en définitive tout fondement social à la révolution prolétarienne dans la mesure où — sous le couvert de la reprise des vieilleseries les plus éculées des ennemis du prolétariat — le produit le plus achevé du développement du capitalisme et de l'expérience de la lutte des classes, le prolétariat des pays capitalistes, serait incapable de jouer un rôle révolutionnaire.

L'unité de la lutte des classes mondiale signifie qu'il n'y a pas, à l'époque de l'impérialisme, de « révolution coloniale » mais des révolutions prolétariennes dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, prenant en charge la solution des tâches de la révolution bourgeoise. Le fait même de distinguer la « révolution coloniale » de la révolution prolétarienne implique que la force motrice de la révolution dans les colonies n'est pas le prolétariat.

Les bavardages sur la troisième révolution industrielle, la croissance infinie des forces productives, le « néo-capitalisme » surmontant certaines des contradictions capitalistes et lui assurant une nouvelle ère de développement ne sont que des justifications idéologiques à la négation du rôle de classe révolutionnaire du prolétariat.

Que ces idéologies réactionnaires aient reçu des faits le plus éclatant des démentis n'ôte rien à la nécessité de les combattre. C'est l'ensemble du développement historique du capitalisme, le cours de la lutte des classes mondiale depuis des décennies qui ont donné aux prolétariats des pays capitalistes avancés un rôle décisif et qui, en particulier, donne, à cette étape, un rôle-clé aux prolétariats d'Europe. C'est pourquoi les organisations trotskystes, réunies en seconde Session de la pré-Conférence, reprennent ce qu'expliquait le document soumis par l'OCI à la première Session de juin 1970 :

« La chute de DE GAULLE et la crise sociale et politique qui ne cesse d'opérer en Tchécoslovaquie annoncent une accentuation sans précédent de la lutte des classes en Europe. L'effet politique sur tous les prolétariats européens d'une intensification de la lutte des classes dans un quelconque des pays comme la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie et naturellement en URSS, sera fulgurant : la crise de l'impérialisme et celle de la bureaucratie du Kremlin en seront aussitôt portées à leur point de rupture ; la nécessité de l'unification de l'Europe sur la base d'un seul système social et économique se manifestera brutalement. L'interdépendance de la lutte contre

« l'impérialisme et la bureaucratie saisira des dizaines de millions de prolétaires ; la pressante nécessité des Etats-Unis socialistes d'Europe, comme seul cadre permettant aux prolétariats d'Europe et d'URSS de résoudre leurs problèmes, deviendra évidente.

« Il n'est pas moins évident qu'un tel développement de la lutte des classes en Europe aura une influence décisive aux Etats-Unis, au Japon et sur tous les exploités d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine. Le contrôle exercé sur le prolétariat européen par les appareils réformiste et stalinien a eu de très lourdes conséquences sur le développement de la lutte des classes aux Etats-Unis, au Japon et dans les pays économiquement arriérés. Il a contribué à bloquer la maturation politique du prolétariat des Etats-Unis. Il a limité les cadres des combats et l'organisation de classe du prolétariat japonais. Il a favorisé le rôle des directions petites-bourgeoises dans les pays économiquement arriérés, leur contrôle sur les masses ouvrières et paysannes. Le nouveau cours de la lutte des classes en Europe ouvrira à court terme de nouvelles perspectives aux prolétariats du Japon et des Etats-Unis, en même temps qu'il obligera les impérialismes américains et japonais à s'orienter vers des modes de domination politique de type fasciste, afin de tenter de maîtriser la crise sociale, économique et politique inéluctable, donc de briser toute organisation du prolétariat de ces pays.

« Dans les pays économiquement arriérés, la lutte est incessante. Les nouvelles explosions de classes qui viennent de se produire en Argentine, en Uruguay, etc., prouvent que, malgré les dictatures militaires, les bourgeoisies de ces pays ne contrôlent, au compte de l'impérialisme, les processus de classe qu'en surface. En Asie, l'Inde et le Pakistan ne sont pas plus stables. Au Vietnam, rien n'est réglé. D'une crise révolutionnaire en Europe, la lutte des ouvriers et paysans vietnamiens tirerait les conditions de la victoire sur l'impérialisme américain. Malgré le coup d'arrêt donné à la "révolution culturelle" en Chine, malgré la reconstruction de l'appareil bureaucratique, durement éprouvé par ses déchirements internes, et dont le 9^e Congrès du PCC a été un moment, les mêmes problèmes demeurent. Elle reste un facteur de mobilisation des masses ouvrières et paysannes d'Asie. Les rapports sociaux qu'elle a instaurés ne peuvent jouer à plein leur rôle dans le développement des forces productives que si la révolution politique balaie la bureaucratie chinoise, et que s'ils sont étendus, en particulier, aux pays hautement industrialisés d'Asie (Japon). Ils ne peuvent être pleinement efficaces qu'autant que la coopération économique avec l'URSS est reprise sur de nouvelles bases, c'est-à-dire à partir du renversement de la bureaucratie du Kremlin par le prolétariat de l'URSS accomplissant la révolution politique, et que si l'ensemble des pays économiquement développés participent au développement économique de la Chine, c'est-à-dire si la révolution socialiste s'y accomplit. La pression conjointe

« de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin sur la bureaucratie chinoise aboutira obligatoirement à de nouvelles crises et scissions en son sein. La résistance de la bureaucratie chinoise à cette pression est un élément de dislocation de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international.

« En URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est, elle a un écho considérable sur les couches bureaucratiques de ces pays qu'effraie la politique qui tend à transformer les bureaucraties en simples agences de l'impérialisme et de la restructuration capitaliste. Mais, inversement, la crise de la bureaucratie du Kremlin, en se précipitant, alimentera celle de la bureaucratie chinoise, qui est, elle aussi, prise au piège de l'histoire : la « coexistence pacifique » à la chinoise n'étant pas plus réalisable que la « coexistence pacifique » à la mode du Kremlin.

« L'unité de la lutte des classes mondiale s'affirme avec la crise révolutionnaire qui s'annonce en Europe, et qui concerne aussi bien les pays de l'Europe occidentale que ceux d'Europe orientale et l'URSS elle-même. En Europe fusionnent la révolution sociale et la révolution politique. Les rapports entre les classes y sont tels que s'y concentrent toutes les contradictions et faiblesses de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, tandis que la classe ouvrière occupe des positions de classe très puissantes et concentre l'expérience de plus d'un siècle de luttes. Sans modifier radicalement les rapports entre les classes en Europe dans la toute prochaine période, l'impérialisme mondial et la bureaucratie du Kremlin n'échapperont pas à cette crise qui les disloquera. La grève générale de mai-juin 1968, la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie au printemps et en été 1968, la chute de DE GAULLE sont les premières explosions d'une nouvelle crise révolutionnaire qui mûrit en Europe et se répercutera dans le monde entier.

« Une nouvelle période de grands bouleversements est ouverte. Une nouvelle crise révolutionnaire mondiale s'annonce, compte tenu de la puissance du prolétariat dans les pays économiquement développés, des positions qu'il occupe, de la faiblesse, de l'irréversible décadence des impérialismes européens, de la nécessité pour l'impérialisme américain de faire valoir ses intérêts spécifiques, de la crise de la bureaucratie du Kremlin, des bureaucraties satellites, de la crise de l'appareil international du stalinisme, de l'échec de la stratégie mondiale développée ces dernières années par l'impérialisme américain, de l'échec de la politique de domestication à froid des prolétariats d'Europe occidentale, par les bourgeoisies décadentes d'Europe, de l'échec de la politique de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites, l'impérialisme ne peut échapper à une gigantesque crise sociale, économique et politique, la bureaucratie du Kremlin ne peut éviter d'être déchirée en ses composantes.»



Dans la période dans laquelle nous sommes engagés, l'unité mondiale de la lutte des classes s'exprime dans l'unité organique qui relie la révolution sociale dans les pays capitalistes à la révolution politique dans les pays où le capital a été exproprié et où une bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire a usurpé le pouvoir politique en détruisant les institutions de la dictature du prolétariat.

La révolution politique a ce contenu : celui de l'établissement du pouvoir des Conseils, de la dictature du prolétariat. Elle est la forme que prend la participation des prolétariats d'Europe de l'Est, d'URSS et de Chine, détachements du prolétariat mondial, à la révolution socialiste internationale, et elle exprime donc l'unité organique du combat de la classe ouvrière mondiale.

Aujourd'hui, contre cette lutte de la classe ouvrière de l'URSS, de l'Europe de l'Est et de la Chine, la bureaucratie cherche à s'appuyer de plus en plus sur la bourgeoisie mondiale et, parallèlement, tend à frapper impitoyablement toute expression et forme que la lutte des masses revêt dans ces pays.

Telle est la signification de la normalisation, généralisée à partir de la Tchécoslovaquie, à l'échelle de l'ensemble des pays de l'Est.

Le combat contre la répression générale que la bureaucratie de plus en plus divisée impose dans ces pays est donc une lutte immédiate pour les droits démocratiques dans ces pays, éléments directs de la mobilisation de la classe ouvrière pour qu'elle prenne le contrôle sur ses conquêtes, donc pour la révolution politique.

Les forces pour la reconstruction de la 4^e Internationale considèrent que, à l'échelle mondiale, leur combat contre la répression en Europe de l'Est est une tâche centrale pour le développement de la révolution politique et pour son lien indissoluble avec le développement de la révolution sociale.

La défense de Piotr IAKIR, dont l'arrestation concentre et exprime le combat de la bureaucratie contre Octobre 17 et sa continuation, la défense active des

militants tchécoslovaques contre la normalisation, la défense des dirigeants des Comités ouvriers polonais, arrêtés par douzaines, la défense des étudiants communistes de Belgrade sont ainsi partie intégrante et nécessaire de notre lutte pour la révolution politique et sociale, pour leur fusion.

Ce combat, c'est la classe ouvrière internationale qui en est la force principale. La tâche des trotskystes est d'œuvrer pour que l'ensemble du mouvement ouvrier international prenne en charge cette défense qui a permis de sauver le communiste L. PACHMAN.

C'est ainsi que, non seulement les militants arrêtés et menacés seront sauvés, mais que la lutte pour les droits démocratiques dans les pays des conquêtes socialistes se développe, ouvrant la voie à la révolution politique.

C'est ainsi que cette lutte sera, en même temps, un moyen important dans notre combat pour la réalisation du Front unique ouvrier dans les pays capitalistes, un des terrains importants de notre combat contre l'appareil stalinien et pour que les militants socialistes et communistes combattent à côté de nous pour la révolution.

Pour les trotskystes, cette lutte autour du mot d'ordre de Commission d'Enquête du mouvement ouvrier international rassemblant les forces du prolétariat mondial s'inscrit également dans la lutte pour la défense de la continuité du bolchevisme, de l'Opposition de Gauche.

C'est l'expression vivante de cette unité dans les luttes conjointes des prolétariats d'Europe, à l'Ouest comme à l'Est, qui confère toute sa valeur révolutionnaire au mot d'ordre central des Etats-Unis socialistes d'Europe indispensable à la construction des partis révolutionnaires dans chaque pays d'Europe, mais comme mot d'ordre indispensable à la lutte pour la reconstruction de la 4^e Internationale.

Donner une traduction consciente et donc organisée à cette unité vivante par la reconstruction de la 4^e Internationale en URSS et en Europe de l'Est, et en Chine, à travers la construction de partis révolutionnaires dans ces pays, est un élément constituant du contenu même de la reconstruction de la 4^e Internationale.

IV

Les organisations et groupes trotskystes, réunis en 2^e Session de la pré-Conférence internationale qui s'est tenue à Paris du 1^{er} au 4 juillet 1972, ont largement discuté, dans le cadre de l'unité mondiale de la lutte des classes, des problèmes relevant de la question nationale, en relation :

1. avec les combats révolutionnaires en Amérique Latine ; en particulier, le combat du prolétariat bolivien dirigé par le POR, section bolivienne du Comité International ;

2. avec les questions posées par l'unité des travailleurs juifs et palestiniens dans le cadre du problème

national, complexes mais intégrés à la révolution permanente, au Moyen-Orient ;

3. avec la question Irlandaise ;

4. avec la question nationale au Québec.

Les organisations présentes affirment tout d'abord leur accord total avec la politique suivie par le Parti ouvrier révolutionnaire de Bolivie dans le cours du processus révolutionnaire bolivien de 1970-1971, sur le rôle qu'il a joué en tant qu'élément essentiel dans la mobilisation des masses dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan, gouvernement de transition vers la dictature du prolétariat ; dans la lutte

menée les 19 et 20 août contre le coup d'Etat de BANZER ; dans la tactique qu'il a appliquée au lendemain du 20 août et dont la mise en œuvre a permis aux masses et à leurs organisations syndicales et politiques de se replier en bon ordre et de sauvegarder toutes les possibilités de combat ultérieur du prolétariat bolivien.

Les organisations, groupes et militants présents réaffirment l'importance fondamentale qu'a revêtue, et que revêt, non seulement pour le prolétariat et les masses boliviennes, mais pour le prolétariat et les

masses de toute l'Amérique Latine, la constitution de l'Assemblée Populaire, en tant qu'organe de pouvoir du prolétariat et voie vers la constitution du gouvernement ouvrier et paysan en Bolivie.

Ayant fermement décidé de rompre avec les méthodes diplomatiques qui, depuis 1950, étouffaient dans les rangs des organisations trotskystes toute véritable élaboration politique, la 2^e Session de la pré-Conférence établit, comme suit l'état de la discussion engagée :

(TOUTE LA PARTIE QUI SUIT A ETE DISJOINTE ET A FAIT L'OBJET D'UN VOTE PARTICULIER.)

Sur le plan historique le plus général, le développement de la lutte des classes mondiale se déroule dans le cadre d'institutions nationales qui sont les expressions juridiques de l'originalité des traits fondamentaux de l'économie mondiale. La « démocratie politique » bourgeoise, constituée dans le cadre de la nation, représente la forme la plus développée des institutions de la société bourgeoise.

La bourgeoisie révolutionnaire, dans les révolutions bourgeoises démocratiques des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles, tentait d'établir les formes les plus développées de la démocratie politique. Mais, y compris à cette époque, la bourgeoisie — classe exploiteuse — s'avérait incapable, par crainte des masses plébéiennes, de réaliser les formes les plus développées de sa dictature de classe et, par là même, de pousser jusqu'au bout la révolution bourgeoise libérant la nation des entraves du passé.

A l'époque des révolutions bourgeoises démocratiques, ce sont les couches inférieures de la petite bourgeoisie — desquelles ne s'était pas encore détaché le prolétariat — qui, en établissant leur dictature révolutionnaire provisoire, ont déblayé la voie à la bourgeoisie.

Dans les pays avancés, la bourgeoisie nationale dans sa phase ascendante, une fois qu'elle a assuré sa domination de classe sur la société, s'oppose à l'établissement des formes les plus développées de la démocratie politique. Celles-ci (libertés, droits, garanties, suffrage universel, institutions démocratiques, etc.) ont été imposées par la lutte de classe du prolétariat entraînant dans son sillage la petite bourgeoisie des villes et des campagnes. La bourgeoisie au pouvoir, ensuite, intégrait, assimilait ces formes les plus développées, lesquelles non seulement assuraient un développement élargi des rapports sociaux de production, mais étaient utilisées contre les masses — comme elle tente d'intégrer et d'assimiler tout ce qui représente une menace contre sa domination de classe.

A l'époque de l'impérialisme « réaction sur toute la ligne » (LENINE), les formes de la démocratie politique deviennent insupportables au maintien de la domination de classe de la bourgeoisie. Le bonapartisme, sous ses aspects les plus décadents, devient la forme de domination de classe qui correspond le mieux à la défense des intérêts de la bourgeoisie qui ont cessé de correspondre au développement historique nécessaire. Le bonapartisme limite (ou liquide avec le fascisme) les formes les plus développées de la démocratie politique parce que, dans celles-ci, les masses organisées cherchent à utiliser les droits, liber-

tés, garanties pour affirmer une lutte de classe qui pose ouvertement les problèmes du pouvoir.

La crise de tous les régimes politiques, y compris des régimes bonapartistes, met à l'ordre du jour la révolution. Mais dans tous les pays, la bourgeoisie et les appareils cherchent à tout prix à préserver les cadres politiques de la domination de classe de la bourgeoisie. La ligne du développement de l'action des masses se dirige contre l'ensemble du cadre politique bourgeois (Conseils, Soviets) pour briser la domination de la bourgeoisie. Mais, dans ce mouvement vers la dictature du prolétariat, les masses chercheront à étendre toutes les dispositions démocratiques. C'est ainsi que la politique réformiste et stalinienne recoupe la volonté des masses d'élargir les libertés démocratiques, nourrissant les illusions démocratiques. Ce serait trahir la révolution prolétarienne que de se prononcer pour le retour de la démocratie politique, car les formes les plus développées de la démocratie politique ont toujours comme contenu la domination de la bourgeoisie, domination qui, à l'époque de l'impérialisme, est devenue obstacle absolu à la marche en avant de la civilisation.

La dialectique de la lutte de classes imposera, dans la marche vers les Soviets, contre la volonté de la bourgeoisie et des appareils, les formes les plus développées de la démocratie politique. Les organisations de la 4^e Internationale se prononcent en conséquence pour toutes les revendications qui élargissent les libertés démocratiques, pour l'abrogation de toutes les dispositions anti-démocratiques prises par les régimes bonapartistes, sans prendre en charge la démocratie politique.

La classe ouvrière, combattant pour étendre ses propres libertés, sera nécessairement victime des illusions démocratiques sur lesquelles les appareils s'appuieront pour sauver la bourgeoisie. Mais la classe ouvrière sera amenée à rejeter, au fur et à mesure des développements des situations révolutionnaires, les illusions démocratiques utilisées par les appareils stalinien et social-démocrate pour les dresser comme obstacle à son propre mouvement. A condition, évidemment, qu'un parti révolutionnaire se construise dans la lutte politique pour libérer les masses des illusions.

La théorie de la révolution permanente établit :

- « Les traits spécifiques de l'économie nationale,
- « si importants qu'ils soient, constituent, à un degré
- « croissant, les éléments d'une plus haute unité
- « qui s'appelle l'économie mondiale et sur laquelle,
- « en fin de compte, repose l'internationalisme des

« Partis Communistes. On ne peut comprendre le
« capitalisme national si on ne l'envisage pas
« comme une partie de l'économie mondiale. »

Certes, les tâches à résoudre dans les pays arriérés par le prolétariat comportent les tâches non réalisées, ou réalisées en partie, de la révolution démocratique bourgeoise, mais cela ne signifie en aucune façon que l'on puisse accepter une différence de nature de la « bourgeoisie nationale » par rapport à la bourgeoisie impérialiste, ainsi que le POR le définit dans le rapport qu'il a présentée à la Conférence latino-américaine d'avril 1972 :

« Entre les nationalisations que peuvent réaliser
« les bourgeoisies impérialistes et celles qu'effec-
« tue les bourgeoisies nationales des pays arrié-
« rés, il existe une immense différence et leurs
« implications politiques sont totalement différentes
« étant donné que leur nature n'est pas la même. »

La pré-Conférence n'a pas discuté du contenu des nationalisations dans les pays impérialistes et dans les pays arriérés. Néanmoins, elle rappelle qu'il est erroné de prétendre trouver dans ces dernières une différence de nature qualitative entre des bourgeoisies nationales par rapport aux bourgeoisies impérialistes.

A l'époque de l'impérialisme, les bourgeoisies nationales, plus encore qu'à l'époque des révolutions bourgeoises, s'opposent et s'opposent plus encore — en relation avec la montée des masses — à l'instauration des formes développées de la démocratie politique qui, seules, ont pu fonder la nation (c'est-à-dire réaliser les tâches démocratiques nationales des révolutions bourgeoises). L'expérience de toutes les révolutions dans les pays arriérés — y compris l'Amérique Latine et la Bolivie — atteste, comme l'établit la « révolution permanente », que « la bourgeoisie nationale n'est pas capable de diriger la société bourgeoise », ou plutôt : la bourgeoisie nationale n'est capable de diriger la société bourgeoise que comme bourgeoisie compradore de l'impérialisme.

De la position erronée d'une prétendue différence de nature entre la bourgeoisie nationale des pays arriérés et la bourgeoisie impérialiste, occupant des posi-

tions différentes dans la chaîne d'opérations du capital financier, qui remet en cause la révolution permanente parce qu'elle remet en cause la définition marxiste des classes, c'est-à-dire comme étant définies, en dernière analyse, par leur place respective dans les rapports sociaux de production, découle l'idéalisation du rôle de la bourgeoisie nationale dans l'accomplissement des tâches de la révolution dans les pays arriérés.

« Il ne s'agit pas de nier — dit le POR — l'exis-
« tence du nationalisme à contenu bourgeois ou du
« caractère relativement progressiste de ses propo-
« sitions par rapport à la politique de l'oligarchie
« conservatrice ou de régimes fascistes qui ne sont
« que les marionnettes de leurs maîtres impéria-
« listes, mais d'expliquer ses limites et les perspec-
« tives de son développement. »

Il est exact qu'il existe un « nationalisme à contenu bourgeois » dont les racines plongent dans les positions différentes occupées par les bourgeoisies nationales des pays arriérés liées à des degrés divers au capital financier et aux bourgeoisies impérialistes. Ce qui signifie qu'il y a des contradictions entre les bourgeoisies nationales à vocation compradore des pays arriérés et l'impérialisme, qui peuvent être utilisées par le prolétariat révolutionnaire pour des accords précis et circonstanciels avec les bourgeoisies nationales qui capituleront, pour la réalisation des tâches de la révolution bourgeoise démocratique, devant l'impérialisme.

« Sous la pression des masses populaires, la bour-
« geoisie fera encore des pas à gauche pour
« trapper ensuite le peuple d'une manière impi-
« toyable », écrit TROTSKY.

Léon TROTSKY ajoute :

« Chaque fois que la classe ouvrière, séduite par
« les apparences, choisit les partis de la petite
« bourgeoisie (et de la bourgeoisie nationale), elle
« prête en réalité son appui au capital financier. »

Là sont les principes de la 4^e Internationale qui, pour les organisations participant à la 2^e Session de la pré-Conférence, restent entièrement confirmés par la révolution bolivienne et l'Assemblée Populaire de LA PAZ.

(CETTE PARTIE A FAIT L'OBJET D'UN VOTE SEPARÉ.)

C'est ainsi que la nature progressiste ou relativement progressiste, donnée par le POR à la bourgeoisie nationale, l'amène à émasculer la nature réelle de l'Assemblée Populaire (Soviet), en conférant au Front Révolutionnaire Anti-Impérialiste (qui serait justifié comme Front de lutte pour le rétablissement des libertés démocratiques liquidées par le coup d'Etat de BANZER) le caractère d'un véritable pouvoir soviétique en exil !

On lit dans le texte du rapport du POR :

« L'Assemblée Populaire a été une forme soviéti-
« que particulière qui comportait l'unité anti-impé-
« rialiste dirigée par la classe ouvrière... »

La formule est ambiguë car les « observateurs les plus superficiels » sont contraints de constater que le représentant de la bourgeoisie nationale, TORRES, n'en

faisait pas partie, et que la vocation de l'Assemblée Populaire était justement de se substituer au gouvernement TORRES.

Le POR poursuit :

« Le 21 août 1971, l'Assemblée Populaire n'a pas
« été détruite physiquement. »

L'Assemblée Populaire de LA PAZ a simplement été liquidée comme organe du double pouvoir. Et, s'il est vrai qu'elle vit dans la conscience des masses, il est impossible de ne pas constater ce qui est incontestable : le coup d'Etat de BANZER l'a liquidée. Mais la perpétuation par le POR d'une Assemblée populaire liquidée par BANZER n'est pas une simple clause de style, car elle justifie le Front Révolutionnaire Anti-Impérialiste comme le prolongement de l'Assemblée Populaire, c'est-à-dire une forme pro-sovié-

tique en exil ou qui poursuivrait son existence dans l'illégalité en Bolivie, possédant donc le contenu du pouvoir prolétarien. Et c'est ainsi que le document du POR résume les objectifs du FRA en ces termes :

« Dans sa Charte de fondation, nous lisons : le FRA s'organise pour la prise du pouvoir. Le peuple en Bolivie a atteint un haut niveau de conscience politique qui l'habilite à se donner la lutte pour le socialisme comme but politique. »

C'est donc que, pour le POR, le FRA, continuateur de l'Assemblée Populaire — pouvoir prolétarien qui tendait à se constituer avant le coup d'Etat de BANZER — le FRA, où « la bourgeoisie nationale relativement progressiste » est représentée, se fixe comme tâche la lutte pour le socialisme. Le contenu du « pouvoir anti-impérialiste » est défini clairement comme le bloc de deux classes antagoniques — bourgeoisie nationale et prolétariat — unies dans la lutte pour le socialisme.

(FIN DE LA PARTIE DISJOINTE.)

Nous répétons avec TROTSKY :

« Les formes et les méthodes de domination de la bourgeoisie sont extrêmement diverses selon les pays. Aux deux pôles extrêmes, nous avons, d'un côté la domination directe et absolue : les Etats-Unis ; de l'autre le capital financier adapté aux institutions surannées du Moyen-Age asiatique qui se les subordonne, les utilise, et leur impose ses méthodes : l'Inde. Mais la bourgeoisie règne aussi bien ici que là. Ce qui nous laisse supposer que la dictature du prolétariat elle aussi prendra dans les différents pays un caractère extrêmement varié quant à sa base sociale, ses formes politiques, ses tâches immédiates et son rythme. Mais il n'y a que l'hégémonie révolutionnaire du prolétariat se transformant en dictature du prolétariat après la conquête du pouvoir qui pourra apporter aux masses populaires la victoire sur le bloc des impérialistes, des féodaux et de bourgeois nationaux. Un pays qui n'a pas fait ou n'a pas achevé sa révolution démocratique présente des particularités extrêmement importantes qu'on doit mettre à la base du programme de l'avant-garde prolé-

Le document du POR précise :

« En résumé, comme nous l'avons montré, le FRA n'est rien d'autre que la projection de l'Assemblée Populaire. Entre eux, il y a une continuité stratégique : le gouvernement ouvrier pour conquérir le socialisme. »

C'est là même, étant donné que le POR admet la collaboration au sein de ce gouvernement ouvrier « de la bourgeoisie nationale relativement progressiste » avec le prolétariat, le contenu du « gouvernement ouvrier-bourgeois » dénoncé par l'Internationale Communiste. Ce gouvernement ouvrier-bourgeois n'a pas d'autre contenu que le gouvernement de Front Populaire ou le gouvernement d'Unité Populaire du CHILI, obstacle à la dictature du prolétariat.

Le fait que le prolétariat participe à un prétendu pouvoir anti-impérialiste avec la bourgeoisie nationale, même baptisée « socialiste », « progressiste », ne change rien au fait qu'il est un pouvoir bourgeois.

« tienne. C'est seulement avec de pareils programmes nationaux que le Parti Communiste peut engager avec succès une lutte effective contre la bourgeoisie et ses agents démocratiques, et gagner à lui la majorité de la classe ouvrière et des travailleurs. »

« La question nationale dans les pays coloniaux et semi-coloniaux ne se réalisera pas autrement que dans une lutte implacable contre l'influence de la bourgeoisie libérale nationale... Il faut le comprendre à l'avance et l'enseigner aux masses sans masquer la réalité des classes sous la formule "abstraite" de ce pouvoir anti-impérialiste. »

Les organisations participant à la 2^e Session de la pré-Conférence qui toutes ont assuré, dans les faits et par des actes leur solidarité inconditionnelle à la lutte du POR dans la révolution bolivienne dont l'Assemblée Populaire a été le plus haut moment, qui continueront par tous les moyens politiques et matériels à apporter leur aide au POR poursuivant son combat dans les difficiles conditions de l'illégalité, décident de poursuivre la discussion sur les problèmes soulevés.

La 2^e Session de la pré-Conférence a procédé à la discussion de la question nationale au Moyen-Orient. Le point de la discussion s'établit comme suit :

(LA PARTIE QUI SUIT A ETE DISJOINTE ET A FAIT L'OBJET D'UN VOTE PARTICULIER.)

L'Etat bourgeois sioniste est un Etat bourgeois compradore. En Palestine, par suite de conditions historiques spécifiques, nées des retards de la révolution, avec sa conséquence : le massacre de six millions de Juifs européens par le fascisme hitlérien, la question juive a trouvé une autre dimension. L'Etat israélien, utilisé par l'impérialisme contre la révolution prolétarienne, est devenu l'instrument privilégié de l'oppression nationale et impérialiste au Proche-Orient. L'Etat sioniste ne peut subsister que comme comprador de l'impérialisme.

C'est ainsi que les Etats bourgeois-féodaux de l'impérialisme dans le Moyen-Orient sont étayés contre les masses arabes par l'Etat sioniste, lequel utilise les Etats bourgeois-féodaux contre les travailleurs juifs.

En considération de ces données générales, plus particulièrement en ce qui concerne la Palestine, la 2^e Session de la pré-Conférence estime que l'unité des travailleurs palestiniens doit partir de ce fait :

La Palestine est opprimée par l'Etat sioniste et par l'Etat bourgeois-féodal jordanien au compte de l'impérialisme mondial. La libération de la Palestine de l'oppression sioniste passe par la destruction de l'Etat sioniste et de l'Etat de HUSSEIN. Le mot d'ordre démocratique qui permet d'unir les travailleurs juifs et les travailleurs palestiniens contre l'Etat bourgeois sioniste et l'Etat bourgeois-féodal jordanien est l'Assemblée Constituante palestinienne pour régler la question nationale palestinienne, comme mot d'ordre transitoire vers une République Soviétique de Palestine Intégrée aux Etats-Unis Socialistes du Moyen-Orient.

La revendication de l'Assemblée Constituante palestinienne est une condition primordiale de la lutte contre le sionisme réactionnaire et le concept non moins réactionnaire de la nation arabe. L'une et l'autre

idéologies contre-révolutionnaires recouvrent les intérêts de l'impérialisme, des bourgeoisies compradore et des propriétaires fonciers contre les masses travailleuses.

(FIN DE LA PARTIE DISJOINTE.)

La 2^e Session de la pré-Conférence qui estime que la discussion doit se poursuivre, considère que celle-ci n'est pas close sur ces considérations générales. C'est pourquoi le Comité d'organisation apportera tout son appui à la définition concrète des tâches politiques incluses dans le mot d'ordre de l'Assemblée Constituante de Palestine ; en particulier, en vue de la constitution d'une organisation trotskyste palestinienne unifiant les composantes juives et arabes.

La 2^e Session de la pré-Conférence a abordé les

problèmes de la lutte de la 4^e Internationale unifiant le combat des travailleurs de l'Irlande du Nord et de l'Irlande du Sud pour une République unifiée d'Irlande. Elle a également amorcé la discussion sur les problèmes nationaux au Canada, affirmant le droit du peuple québécois à la libre détermination, condition indispensable de l'unité du prolétariat canadien d'origine française et anglaise contre la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme.



Le programme de transition, c'est le programme de la révolution socialiste. C'est-à-dire la généralisation théorique du rôle dirigeant du prolétariat, à l'échelle mondiale comme dans chaque pays : « tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire ».

Ce rôle dirigeant du prolétariat ne peut être assuré que par le prolétariat lui-même, se constituant comme classe à travers la construction de ses organisations de classe, à travers son mouvement historique dont l'aboutissement est sa constitution en classe dominante par l'édification de l'Etat ouvrier des Conseils.

La construction du parti révolutionnaire, c'est-à-dire de la direction révolutionnaire du prolétariat, s'inclut dans ce mouvement qui procède du développement d'ensemble de la lutte des classes, centrée sur la lutte du prolétariat. Mais il ne s'y inclut pas comme un facteur parmi d'autres. Il en est, comme le disait la résolution politique de la 3^e Conférence du Comité International (1968), la composante « la plus vitale », parce que la composante consciente.

Ce n'est que par la construction du parti révolutionnaire — qui procède du développement d'ensemble du mouvement historique du prolétariat mais qui en est la détermination la plus élevée — que prend son sens l'affirmation « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». C'est en ce sens que Stéphane Just pouvait écrire :

« Au travers des 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e Internationale, la lutte pour la construction du parti révolutionnaire s'est poursuivie. Elle doit être comprise dans ses relations avec le développement de la lutte des classes. Par le processus dialectique de la construction du parti révolutionnaire et de la lutte des classes se constituent les conditions indispensables au prolétariat pour maîtriser sa propre histoire et la faire consciemment. Aussi, « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucra-

« tiques », « la solution à la crise de l'humanité est la solution de la crise de la direction révolutionnaire », sont les expressions d'un même processus : celui du prolétariat en lutte pour maîtriser sa propre histoire et pour son émancipation. »

Que rien ne puisse se substituer au rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution signifie donc avant tout que rien ne peut se substituer à l'activité spécifique, propre, des révolutionnaires.

Rien ne saurait se substituer à la construction indépendante de partis révolutionnaires dans chaque pays, sections de la 4^e Internationale, et, par conséquent, quelles que soient les forces actuellement regroupées dans tel ou tel pays, le rassemblement en organisations séparées, régies par le centralisme démocratique des partisans de la 4^e Internationale.

La lutte pour la construction de partis révolutionnaires n'est pas séparable dans le temps du combat pour la reconstruction de la 4^e Internationale : c'est au contraire cette reconstruction qui forme le contenu même de la construction du parti révolutionnaire dans chaque pays.

« La tâche stratégique de la prochaine période — période pré-révolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation — consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (désarroi et découragement de la vieille génération, manque d'expérience de la jeune). Il faut aider la masse dans le processus de sa lutte quotidienne à trouver le pont entre ses revendications actuelles et la révolution sociale. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat... »

« ... La tâche stratégique de la 4^e Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir par le prolétariat pour réaliser l'expropriation de la bourgeoisie. Cependant, la résolution de cette tâche stratégique est inconcevable sans l'attitude la plus attentive envers toutes les questions de tactique, même petites et partielles. Toutes les fractions du prolétariat, toutes ses couches, professions et groupes doivent être entraînés dans le mouvement révolutionnaire. »

C'est au cœur du programme de transition, de sa méthode, que se situe l'exigence de mobiliser la classe, dans son ensemble en dépit de son hétérogénéité, dans la lutte pour le pouvoir.

« Classe contre classe », c'est le ciment même de l'ensemble des mots d'ordre transitoires.

C'est pourquoi le Front unique ouvrier n'est pas un simple mot d'ordre, mais un axe stratégique dans la politique des organisations trotskystes. La stratégie du Front unique s'incarne dans des expressions tactiques diverses qui vont des accords d'unité d'action limitée entre organisations différentes jusqu'aux Soviets « appareil naturel du Front unique dans les jours de combat », comme l'expliquait Léon Trotsky dans « Où va la France ? ».

Comme l'expliquait encore Trotsky dans « Et maintenant » :

« ... Le prolétariat marche à l'acquisition de sa conscience non par les degrés de l'école, mais à travers la lutte des classes qui ne souffre pas d'interruption. Pour sa lutte, le prolétariat a besoin de l'unité de ses rangs. Cela vaut autant pour les conflits économiques partiels dans l'enceinte d'une entreprise que pour les luttes politiques "nationales" telles que la défense contre le fascisme. La tactique du Front unique est, par conséquent, non quelque chose d'occasionnel ou d'artificiel, ce n'est pas une manœuvre rusée quelconque — non, elle découle entièrement des conditions objectives du développement du prolétariat. Les paroles du "Manifeste Communiste", disant que les communistes ne sont pas opposés au prolétariat, qu'ils n'ont d'autre but et d'autres tâches que ceux du prolétariat, expriment cette pensée que la lutte du parti pour la majorité de la classe ne doit, en aucun cas, entrer en contradiction avec l'unité de leurs rangs de combat. »

Le combat pour l'unité et l'indépendance politique de la classe ne sont pas séparables ou opposés, mais relèvent d'un même mouvement. C'est ce qu'affirmait explicitement le manifeste adopté à la 3^e Conférence du Comité International (1966) :

« La 4^e Internationale combat pour le Front unique de classe.
« La phase actuelle de la lutte des classes met plus que jamais à l'ordre du jour la lutte de classe contre classe. Le prolétariat doit présenter face à la bourgeoisie, son Etat, ses gouvernements, un front uni. Il s'agit de l'enseignement de plus d'un siècle de lutte des classes. Plus les antagonismes de classes s'exacerbent, plus la classe ouvrière a besoin de combattre comme un tout.
« Ce sont les appareils bureaucratiques qui divi-

sent, fragmentent le front prolétarien. La tactique du Front unique telle qu'elle fut définie par les 3^e et 4^e Congrès de l'Internationale Communiste reste plus que jamais actuelle. Face aux attaques économiques et politiques de la bourgeoisie contre la classe ouvrière, politique des revenus, tentative d'intégration des syndicats à l'Etat, il est nécessaire d'opposer la classe ouvrière comme classe à la bourgeoisie. La tactique du Front unique consiste à ne pas nier en pratique que l'énorme majorité des militants de la classe ouvrière sont organisés dans les partis réformistes et stalinien. Il s'agit, en s'appuyant à chaque moment sur la situation concrète de la lutte des classes et les impératifs de la lutte, de proposer une politique qui rompe avec la bourgeoisie et dresse la classe ouvrière et les organisations dont elle dispose face à la bourgeoisie en tant que classe. Elle implique la dénoctation de la politique de collaboration de classe de la bureaucratie, soit avec une fraction de la classe capitaliste, soit avec la bourgeoisie dans son ensemble. Le Front unique entre nécessairement en conflit avec la politique de la bureaucratie. Il n'est pas exclu que les bureaucrates des directions traditionnelles soient forcés de faire des pas sur la voie du Front unique sous la pression de la classe ouvrière et de leurs propres membres. Dans de tels cas, nous soutenons et participons à toutes les actions qui peuvent être ainsi organisées.

« La lutte pour le Front unique implique la construction de partis ouvriers révolutionnaires. La réalisation du Front unique ne peut être laissée à la spontanéité. Il exige la lutte politique d'organisations indépendantes faisant passer dans la pratique le programme de transition.

« Le parti révolutionnaire ne peut se construire indépendamment de la participation et de l'intervention dans la lutte des classes réelle telle qu'elle se déroule sous nos yeux et non par des commentaires sur la lutte des classes. La politique du Front unique prend alors toute son importance pour la construction des partis révolutionnaires. »

Toujours dans « Et maintenant », Trotsky expliquait encore à propos du Front unique sous le titre : « Par le Front unique aux soviets, comme organes suprêmes du Front unique ».

« L'admiration verbale pour les soviets est répandue dans les cercles "de gauche" en même temps que l'incompréhension de leur fonction historique. On définit les soviets le plus souvent comme des organes de lutte pour le pouvoir, comme des organes d'insurrection et enfin comme des organes de la dictature. Ces définitions sont formellement justes. Mais elle n'épuisent nullement la fonction historique des soviets. Elles n'expliquent pas, avant tout, pourquoi ce sont précisément les soviets qui sont nécessaires dans la lutte pour le pouvoir ; la réponse à la question est la suivante : comme le syndicat est la forme élémentaire de Front unique dans la lutte

« économique, de même, le SOVIET EST LA
 « FORME LA PLUS ÉLEVÉE DU FRONT UNIQUE
 « dans les conditions où le prolétariat entre dans
 « l'époque de la lutte pour le pouvoir.
 « Le soviét par lui-même ne recèle aucune
 « force miraculeuse. Il n'est que la représentation
 « de classe du prolétariat, avec tous ses côtés
 « forts et tous les côtés faibles de ce dernier.
 « Mais c'est précisément par cela et uniquement
 « par cela que le soviét crée une possibilité orga-
 « nisationnelle pour les ouvriers des différentes
 « tendances politiques, d'un niveau de développe-
 « ment différent, d'unir leurs efforts dans la lutte
 « révolutionnaire pour le pouvoir.
 « Le prolétariat est entré dans l'époque de la lutte
 « pour le pouvoir : c'est la caractéristique la plus
 « profonde de la période historique dans laquelle
 « nous sommes engagés. Elle donne d'autant plus
 « d'acuité à la politique du Front unique ouvrier
 « qui répond au problème posé par le fait que la
 « tâche de la lutte immédiate pour le pouvoir se
 « pose devant le prolétariat bien avant qu'il soit
 « réuni sous le drapeau du parti communiste. Une
 « situation révolutionnaire prise sur le plan poli-
 « tique consiste précisément en ceci que tous les
 « groupements et toutes les couches du prolé-
 « tariat, tout au moins leur majorité écrasante, sont
 « saisis d'un élan pour unifier leurs efforts en vue
 « de changer le régime existant. »

Les organisations qui combattent pour la recons-
 truction de la 4^e Internationale et la construction de
 partis révolutionnaires, sections de cette Internationale,
 n'ont pas à se cantonner dans une propagande géné-
 rale pour le socialisme, mais à dégager les voies de
 la mobilisation de la classe dans la lutte pour son
 pouvoir. Comme le dit le texte présenté par l'OCI à
 la pré-Conférence de juillet 1970 :

« La lutte pour le pouvoir exige que la classe
 « ouvrière combatte comme classe et qu'elle en-
 « traîne les millions de petits-bourgeois des villes
 « et des campagnes à sa suite. Sous les formes
 « concrètes correspondant aux conditions histo-

« riques de l'organisation de la classe ouvrière en
 « tant que classe (à son organisation en partis et
 « syndicats) ainsi qu'à la situation politique, le
 « combat pour le Front unique de classe est insé-
 « parable de la lutte pour le pouvoir. Il ne suffit
 « pas de proclamer la nécessité de lutter pour le
 « pouvoir, de détruire l'Etat bourgeois, de cons-
 « truire l'Etat ouvrier, d'exproprier la bourgeoisie,
 « d'organiser la production selon un plan élaboré
 « et réalisé sous contrôle ouvrier. Encore faut-il,
 « à chaque moment, définir quelle forme précise et
 « quel contenu politique peut avoir le gouverne-
 « ment ouvrier et paysan. A chaque moment,
 « l'organisation révolutionnaire combat pour la réa-
 « lisation du Front unique de classe. Même si celui-
 « ci ne se réalise que pour des objectifs limités, il
 « n'en permet pas moins à la classe ouvrière de
 « se mobiliser en tant que classe, et, partant, il
 « élève sa conscience politique, il permet d'ouvrir
 « concrètement la perspective de la lutte pour un
 « gouvernement des travailleurs opposés aux di-
 « verses formules de gouvernement bourgeois. Là
 « où n'existent pas encore de partis ouvriers, la
 « bataille politique pour un Labour Party, appuyé
 « sur les syndicats, ou formé à partir des syndicats,
 « est indispensable à la perspective du gouverne-
 « ment ouvrier et paysan, du gouvernement des
 « travailleurs. Là où existent des partis ouvriers
 « dirigés par les bureaucraties social-démocrate
 « ou stalinienne qui contrôlent, séparément ou en-
 « semble, la majorité de la classe ouvrière, il ne
 « saurait être donné de réponse concrète à la
 « question du pouvoir qui n'englobe pas ces partis :
 « rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir
 « et pour ce faire, appuyez-vous sur la classe ou-
 « vrière organisée comme classe, expropriez la
 « bourgeoisie !
 « La stratégie du Front unique de classe, dont
 « l'expression la plus élevée est le gouvernement
 « ouvrier et paysan, gouvernement des organisa-
 « tions ouvrières s'appuyant sur la classe ouvrière
 « organisée comme classe, s'oppose à la politique
 « des appareils réformistes et stalinien. »

VI

La lutte pour la reconstruction de la 4^e Interna-
 tionale est inconcevable sans un combat implacable
 contre toutes les directions, tous les courants qui sont
 les ennemis de cette reconstruction parce qu'ils s'op-
 posent au rôle dirigeant du prolétariat, c'est-à-dire à
 l'objectif de la dictature du prolétariat : le stalinisme,
 le réformisme, le pabliste, le gauchisme décomposé et
 les autres expressions politiques de la petite bour-
 geoisie, comme le castrisme.

Les organisations trotskystes réunies en pré-Confé-
 rence maintiennent intégralement l'analyse que Lénine
 a faite du réformisme et celle que Trotsky a donnée du
 stalinisme. Les appareils réformiste et stalinien sont
 l'un et l'autre des appareils contre-révolutionnaires défi-
 nitivement passés du côté de l'ordre bourgeois, orga-

niquement liés au maintien de la domination impé-
 rialiste.

« Lieutenants ouvriers » de la classe dominante, les
 directions bureaucratiques des partis social-démocrates
 n'ont pas varié dans leur politique de collaboration de
 classe et ont, sous toutes les formes, à chaque occa-
 sion, volé au secours de leur bourgeoisie.

Mais le contrôle que la social-démocrate exerce
 encore sur des secteurs décisifs de la classe ouvrière
 mondiale n'est pas explicable sans tenir compte du
 rôle joué par le stalinisme, à partir de la dégénéres-
 cence de l'Etat ouvrier isolé en Union Soviétique et
 de la destruction de l'Internationale Communiste
 comme instrument de lutte de la classe ouvrière inter-
 nationale. Le stalinisme, internationalement, a pris la

relève comme principal « rempart social » de l'ordre bourgeois.

La bureaucratie du Kremlin et l'appareil stalinien international ont démontré par la capitulation sans combat en Allemagne en 1933 qu'ils étaient définitivement passés du côté de l'ordre bourgeois.

C'est au compte de leur subordination à la bureaucratie du Kremlin que les appareils des PC pratiquent une constante politique de collaboration avec leur propre bourgeoisie.

La bureaucratie stalinienne n'a pas une « double nature » comme l'ont prétendu les révisionnistes pablistes pour capituler devant elle : elle est l'organe bourgeois au sein du mouvement ouvrier, « caste incontrôlée étrangère au socialisme » (La Révolution). C'est le caractère foncièrement contre-révolutionnaire (bourgeois) de cette bureaucratie qui s'exprime dans la politique de « coexistence pacifique », d'appui de plus en plus ouvert sur l'impérialisme face à la menace directe que représente pour elle la montée politique de la classe ouvrière en URSS et en Europe de l'Est, politique que ses agences, les partis staliens, ont à charge de répercuter dans chaque pays.

Les organisations trotskystes réunies en pré-Conférence rejettent formellement toute concession à la conception selon laquelle les appareils contre-révolutionnaires pourraient, en fonction des « conditions objectives », se transformer en instruments de la révolution prolétarienne.

La lutte pour la construction de partis révolutionnaires, pour la reconstruction de la 4^e Internationale, est inséparable de la lutte pour la destruction des appareils bourgeois.

« L'orientation des masses est déterminée, d'une part par les conditions objectives du capitalisme pourrissant ; d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est, bien entendu, le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques. Quelle que soit la diversité des méthodes des social-traitres — de la législation "sociale" de Léon Blum aux falsifications judiciaires de Staline —, ils ne réussiront pas à briser la volonté révolutionnaire du prolétariat. De plus en plus, leurs efforts désespérés d'arrêter la roue de l'histoire démontreront aux masses que la crise de la direction du prolétariat, qui est devenue la crise de la civilisation humaine, ne peut être résolue que par la 4^e Internationale. »

Depuis, les méthodes des « social-traitres » se sont encore diversifiées face à « l'orientation des masses ». Mais c'est le « facteur décisif » dégagé par le *Programme de Transition* qui reste le guide de l'activité des révolutionnaires. C'est à cela que les révisionnistes liquidateurs, renégats de la 4^e Internationale, ont tourné le dos, en ramenant les lois de l'histoire aux lois dictées par les appareils, et en considérant ces appareils comme les instruments de la solution de la crise de la civilisation humaine, vidant, par là-même la lutte pour la construction de la 4^e Internationale comme direction de la lutte révolutionnaire du prolétariat mondial, de tout contenu objectif.

Le révisionnisme liquidateur de la 4^e Internationale qui s'est développé d'abord dans ses rangs, autour d'une direction faillie, constitue un courant politique

ennemi de la 4^e Internationale et de son programme. Chasser ce courant étranger à la révolution prolétarienne des organisations de la 4^e Internationale, est un élément nécessaire de la lutte pour sa reconstruction comme organisation mondialement centralisée sur la base du *Programme de Transition*.

Quels que soient ses avatars, quels que soient les substituts successifs que le révisionnisme liquidateur a découverts, le dénominateur commun de toutes ses variations tactiques est demeuré constant : la renonciation au rôle révolutionnaire du prolétariat. De là découle le caractère de « flanc-garde » des appareils qu'a joué et que joue à chaque étape, sous le masque frauduleux de la 4^e Internationale, le pablisme.

Combattre le pablisme, l'extirper des organisations de la 4^e Internationale, détruire politiquement le centre révisionniste liquidateur que constitue le SU est partie intégrante de la lutte contre la politique réactionnaire des appareils.

Dans la période qui s'est amorcée en 1968, on a vu le pablisme servir d'appui, de clé de voûte, même, aux manifestations du gauchisme petit-bourgeois. Il n'y a là nul paradoxe, le pablisme restait fidèle à sa nature. Le gauchisme, tel qu'il a été défini et combattu par Lénine, est un courant opposé au bolchévisme, mais qui se situe dans le cadre du mouvement ouvrier et dont l'existence et le développement sont la rançon de la domination de l'opportunisme sur le mouvement ouvrier. Le gauchisme, tel qu'il existait au sein de l'Internationale Communiste, se référait à la dictature du prolétariat.

Les analogies de forme ne doivent pas masquer les différences de contenu. Le gauchisme décomposé, tel qu'il s'est développé dans la période actuelle, a un contenu de classe différent. Il exprime la rage de la petite bourgeoisie devenue folle dans un cadre opposé au mouvement ouvrier et à ses organisations, c'est-à-dire au mouvement organisé de la classe ouvrière pour son émancipation.

Le gauchisme décomposé, que le pablisme a nourri à chaque étape, et dont il s'est conjoncturellement nourri pour développer son influence dans la petite bourgeoisie, doit être implacablement combattu dans le cours de la lutte pour la reconstruction de la 4^e Internationale.

Il en est de même de toutes les tentatives d'expressions autonomes de la petite bourgeoisie, opposées à la direction et à l'hégémonie du prolétariat, qui, dans cette mesure — car il n'existe que deux classes fondamentales, la bourgeoisie et le prolétariat — ne peuvent en dernière analyse qu'exprimer, historiquement, des intérêts de classe bourgeois.

Ainsi en est-il du castrisme comme courant politique qui ne se réduit pas à la théorie du guerillisme (foco), mais qui constitue un courant qui entend remettre entre les mains d'équipes politiques de la petite bourgeoisie le règlement des questions qui relèvent de la révolution prolétarienne en tant que telle, c'est-à-dire de la construction d'une direction révolutionnaire du prolétariat, et qui, par là-même, constitue un obstacle à la construction de cette direction.

Parce que la caractérisation claire de la direction Castro et de son rôle est une question vitale pour la construction de partis trotskystes en Amérique Latine, elle est une question vitale de la reconstruction de la 4^e Internationale.

C'est pourquoi la discussion doit se poursuivre sur le castrisme, la nature de l'Etat cubain, et le caractère du gouvernement Casro.

La 2^e Session de la pré-Conférence estime que la discussion doit s'ouvrir entre les organisations participantes et à l'intérieur de celles-ci sur les questions suivantes :

1. Le combat pour la dictature du prolétariat en Amérique Latine en relation avec les développements de la lutte des classes et la question nationale.

2. Le mot d'ordre de la constituante palestinienne comme transition de la lutte pour la république soviétique de Palestine dans le cadre des Etats-Unis Socialistes du Proche-Orient, unifiant le combat des travailleurs juifs et des travailleurs arabes de Palestine.

3. La question nationale en Irlande.

4. La question nationale au Québec.

5. Les nouveaux développements de la révolution politique en URSS et dans les pays de l'Est européen.

6. L'unité mondiale de la lutte des classes dans la période de l'imminence de la Révolution à travers les développements de la crise révolutionnaire dans les pays capitalistes avancés, la montée de la révolution politique dans les pays où a été exproprié le Capital et le développement de la révolution prolétarienne dans les pays arriérés.

Les organisations participantes à la 2^e Session de la pré-Conférence invitent toutes les organisations affirmant combattre sur le programme de la 4^e Internationale à la discussion, qu'elles déclarent ouverte.

VOTE SUR LA RESOLUTION POLITIQUE

Toute la partie qui commence à la page 13 par la phrase :

« Sur le plan historique le plus général... »

jusqu'à la page 15 :

« le fait que le prolétariat participe à un prétendu pouvoir anti-impérialiste avec la bourgeoisie nationale même baptisée "socialiste", "progressiste", ne change rien au fait qu'il est un pouvoir bourgeois. »

a été disjointe et a fait l'objet d'un vote distinct.

Sur demande du camarade de la Cellule communiste d'Italie, un vote séparé a été fait sur le passage concernant le FRA (pages 14 et 15).

VOTE SEPARÉ SUR LE PASSAGE CONCERNANT LE FRA :

POUR : OCI (France), LSRH (Hongrie), LOM (Mexique), IAK (Allemagne), Groupe Marxiste Africain, Comité d'Organisation des Communistes-Trotskyistes - de l'Europe de l'Est, « Octobre » (Brésil), Militant de l'OMR (Chili), Militants Trotskyistes du Pérou, Militants Trotskyistes du Venezuela, OT d'Espagne, Groupe de Militants Trotskyistes Portugais, LAC (Canada), la camarade Betty Hamilton.

CONTRE : Política Obrera (Argentine), Cellule Communiste d'Italie.

ABSTENTIONS : LWR (Irlande), Israël.

VOTE SUR L'ENSEMBLE DU PASSAGE DISJOINT

POUR : OCI (France), LSRH (Hongrie), LOM (Mexique), IAK (Allemagne), Comité d'Organisation des Communistes-Trotskyistes - des pays de l'Europe de l'Est, Groupe Marxiste Africain, « Octobre » (Brésil), Militant de l'OMR (Chili), Militants Trotskyistes du Pérou, Militants Trotskyistes du Venezuela, OT d'Espagne, Groupe de Militants Trotskyistes Portugais, LWR (Irlande), LAC (Canada), la camarade Betty Hamilton.

CONTRE : Política Obrera (Argentine).

ABSTENTIONS : Cellule Trotskyiste d'Italie, Israël.

Le passage sur la Palestine (pages 15 et 16) commençant par « L'Etat bourgeois sioniste est un Etat bourgeois "compradore" jusqu'à "des bourgeoisies compradore et des propriétaires fonciers contre les masses travailleuses" a été disjoint et a fait l'objet d'un vote séparé.

VOTE SUR LE PASSAGE DISJOINT CONCERNANT LA PALESTINE

POUR : OCI (France), LSRH (Hongrie), LOM (Mexique), IAK (Allemagne), Groupe Marxiste Africain, Comité d'Organisation des Communistes-Trotskyistes - des pays de l'Europe de l'Est, « Octobre » (Brésil), Política Obrera (Argentine), Militants Trotskyistes du Pérou, Militants Trotskyistes du Venezuela, Militant de l'OMR (Chili), OT d'Espagne, Cellule Trotskyiste d'Italie, Groupe de Militants Trotskyistes Portugais, LWR d'Irlande, LAC (Canada), la camarade Betty Hamilton.

CONTRE : « Avant-Garde » (Israël).

VOTE SUR L'ENSEMBLE DE LA RESOLUTION POLITIQUE

POUR : OCI (France), LSRH (Hongrie), LOM (Mexique), IAK (Allemagne), Groupe Marxiste Africain, Comité d'Organisation des Communistes-Trotskyistes - des pays de l'Europe de l'Est, « Octobre » (Brésil), Política Obrera (Argentine), Militants Trotskyistes du Pérou, Militants Trotskyistes du Venezuela, Militant de l'OMR (Chili), OT d'Espagne, Cellule Trotskyiste d'Italie, Groupe de Militants Trotskyistes Portugais, LWR d'Irlande, LAC (Canada), la camarade Betty Hamilton.

ABSTENTION : « Avant-Garde » (Israël).

Un premier bilan

(Commentaires de l'OCI sur la 2^e session de la pré-conférence)

La 2^e Session de la pré-Conférence internationale s'est achevée par l'adoption de deux résolutions, l'une sur les tâches de reconstruction de la 4^e Internationale, l'autre constituant une résolution politique générale.

Des amendements de fond sur des questions politiques essentielles ont été proposés lors de la discussion de la résolution politique; un contre-texte soumis au vote contrairement au projet de résolution sur les tâches de reconstruction de la 4^e Internationale.

Ainsi, c'est dans la clarté, nettement, que les organisations représentées se sont prononcées. Cela suffirait à marquer l'importance de cette 2^e Session de la pré-Conférence: pour la première fois depuis la 3^e Conférence internationale du CI de 1966, les organisations engagées dans la lutte pour la reconstruction de la 4^e Internationale ont pris des décisions, défini une ligne de reconstruction de la 4^e Internationale, arrêté en commun des tâches et cette fois au terme d'une discussion certes limitée mais véritable et qui n'a pas été déviée par des préoccupations diplomatiques ou bloquée par des manœuvres sans principe.

Ce serait pourtant une appréciation formelle des résultats de la 2^e Session de la pré-Conférence internationale que d'en demeurer là: le nom même de la réunion internationale tenue en juillet 1972 à Paris l'indique, elle faisait suite à une première session qui s'était déroulée à Londres en juin 1970. Et depuis lors, la direction de la Socialist Labour League, sabotant le combat pour la reconstruction de la 4^e Internationale, a brisé le Comité international. C'est donc dans les conditions créées par cet acte criminel qui est, comme le dit la résolution adoptée par la 2^e Session de la pré-Conférence, « Une tentative de rompre la continuité du combat pour la reconstruction de la 4^e Internationale, qui aggrave la dispersion réalisée par Pablo-Mandel-Frank en 1952 » que s'est tenue cette seconde session. Et les causes de cet éclatement du Comité international se manifestent bien évidemment dans la paralysie politique du Comité interna-

tional qui a notamment fait qu'aucune prise de position nette du CI n'a été possible sur la caractérisation de la période de la lutte des classes mondiale ouverte par 1968.

C'est donc les tumultueux et complexes développements de la lutte des classes dans les dernières années que la 2^e Session de la pré-Conférence était amenée à intégrer à ses travaux, non comme des « développements objectifs » mais en les analysant dans leur unité avec les problèmes de la reconstruction de la 4^e Internationale, avec la crise de la 4^e Internationale qu'approfondit encore la marche de la lutte des classes en même temps qu'elle constitue la base de sa reconstruction car comme le dit le projet de rapport de l'OCI sur la situation internationale: « La lutte pour la reconstruction de la 4^e Internationale ne peut se situer au-dessus et en dehors de la lutte des classes mondiale. Elle est partie constituante de cette lutte des classes et la concentre ».

C'est par rapport à ces exigences qu'il faut apprécier les acquis de cette 2^e Session de la pré-Conférence et aussi ses limites.

Avant de le faire, par rapport à quelques points qui nous paraissent centraux — ce bref article n'est pas un compte-rendu commenté de la 2^e Session de la pré-Conférence, mais résume les prises de position de l'OCI par rapport à certains aspects qui lui paraissent vitaux des travaux de la pré-Conférence et constitue par là-même une contribution préliminaire à la discussion décidée par l'ensemble des organisations participantes —, que l'on nous permette de citer en guise d'exorde la manière dont Pablo et ses partisans rendaient compte du 3^e Congrès mondial de 1951, ce Congrès qui marquait la liquidation de la 4^e Internationale comme organisation mondialement centralisée sur la base du Programme de Transition:

« Par sa réussite technique complète, malgré les difficultés immenses résultant des moyens matériels très restreints dont dispose l'Internationale, par la représentation d'un grand nombre de pays, très

« supérieur à ce qui avait été vu à toutes les assemblées antérieures du mouvement trotskyste international, et surtout par l'étonnante homogénéité politique qui se manifesta dans tous les débats, le 3^e Congrès mondial marque une date dans l'histoire du trotskysme. L'atmosphère de fraternité révolutionnaire complète qui a marqué ses travaux, ainsi que la maturité politique dont ont fait preuve tous les délégués, représente le degré le plus élevé de cohésion politique et organisationnelle que le mouvement révolutionnaire mondial a atteint depuis ses origines. »

(Quatrième Internationale, septembre 1951.)

Le style ici c'est la politique. Ce communiqué de victoire, pompeux jusqu'au grotesque n'est pas gratuit. Il correspondait aux nécessités de camoufler l'opération de liquidation anti-trotskyste que représentait le 3^e Congrès mondial. Et ce n'est pas un hasard, si la direction de la SLL, après s'être attaquée à la continuité du combat pour la reconstruction de la 4^e Internationale, retrouve les accents de Posadas pour proclamer qu'elle est la 4^e Internationale.

Si la politique se donne un style, cela ne signifie pas que le style détermine la politique et que l'intempérance dans les proclamations conduise automatiquement au révisionnisme liquidateur. Mais se garder des outrances de l'auto-satisfaction et du bulletin triomphal ne correspond pas seulement à la nécessité d'échapper au ridicule. Ne pas apprécier avec rigueur les résultats mais aussi les limites de la 2^e Session de la pré-Conférence, c'est s'interdire de comprendre la signification des mesures d'organisation politiques qui l'ont conclue, c'est ouvrir la voie au volontarisme débridé, à la magie du verbe, à l'auto-proclamation d'une « direction internationale », à la reconstruction idéale de l'Internationale, obstacle à la lutte réelle pour la reconstruction de la 4^e Internationale.

Le premier résultat de la 2^e Session de la pré-Conférence c'est d'avoir préservé la continuité du combat pour la reconstruction de la 4^e Internationale en préservant les acquis de la lutte du Comité international et des organisations qui le composaient contre le révisionnisme, en partant de ces acquis — en les analysant et en en définissant les limites — pour poursuivre ce combat.

Le nom même de la réunion internationale trotskyste tenue à Paris du 1^{er} au 4 juillet ne représente en rien un sacrifice à un quelconque formalisme juridique : il exprime un contenu politique réel. C'est un mandat qui a été accompli par les sections du Comité international qui ont refusé de cautionner la criminelle scission accomplie par la SLL (OCI, LSRH, LOM, POR) : elles ont permis l'exécution des décisions unanimes prises en juin 1970 par les organisations trotskystes réunies à l'appel du Comité international, seule autorité politique légitime à partir du moment où le Comité international avait éclaté. Lorsque le camarade Stéphane JUST, co-secrétaire du Comité international, avait proposé une réunion du Comité international après l'acte scissionniste de la SLL, pour que cette seconde session soit préparée en commun par toutes les organisations qui avaient participé au CI, la SLL par la plume de Cliff Slaughter répondait qu'il ne s'agissait pas d'une question de « précédents » mais du « sort même du mouvement ». Les scissionnistes, comme tous ceux qui s'éloignent du marxisme ne peuvent que faire bon marché de ce dont le marxisme constitue

l'expression consciente : la lutte du prolétariat pour son émancipation.

Les « traditions » du mouvement ouvrier, le respect de la démocratie ouvrière, la pratique de ses règles — des formes qui en expriment le contenu — ne relèvent pas de « précédents » mais constituent un élément constituant du développement du prolétariat comme classe, de son organisation comme classe, et par conséquent un élément vital pour le « sort même du mouvement ». Et c'était bien ce mouvement et son aboutissant, la 4^e Internationale, dont il s'agissait dans le refus de s'incliner devant le fait accompli d'une scission sans discussion.

L'OCI pour sa part a toujours souligné (cf. en particulier le document présenté à la 1^{re} Session de la pré-Conférence « pour la reconstruction de la 4^e Internationale ») que la question de la continuité n'était pas une question formelle ou administrative, mais s'inscrivait dans le mouvement même de la lutte des classes, dans l'unité historique des combats du prolétariat.

Mais le maintien de la continuité au niveau de la conscience, donc de l'organisation, est un combat qui concentre toutes les déterminations de la lutte des classes : c'est ce qui donne son importance extrême à chaque mesure d'organisation, à chaque initiative prise dans la voie de la reconstruction de la 4^e Internationale.

C'est à une claire compréhension du moment de la lutte pour la reconstruction de la 4^e Internationale qu'ont correspondu la décision de convoquer la 2^e Session de la pré-Conférence du Comité international et celle de ne pas maintenir — après les conditions de son éclatement — un Comité international fictif, mais de constituer un Comité d'organisation pour la reconstruction de la 4^e Internationale.

La pré-Conférence s'est tenue dans les conditions de l'approfondissement de la crise de la 4^e Internationale, crise qui s'est poursuivie depuis 1950-1953 et dont l'éclatement du Comité international est une expression : elle s'est précisément tenue en réponse à un nouveau coup qui « aggrave la dispersion ».

Mais simultanément elle s'est tenue dans des conditions politiques marquées par des pas en avant dans la voie de la reconstruction de la 4^e Internationale, de regroupement des forces combattant sur la base du **Programme de Transition**.

En d'autres termes, la crise de la 4^e Internationale qui effectivement s'approfondit encore, s'approfondit cependant dans des conditions très différentes de celles qui prévalaient en 1950-1953, tant pour ce qui est du développement de la lutte internationale du prolétariat que par rapport à l'intervention et au rôle du trotskysme dans ce développement. Dans des conditions politiques qui sont précisément celles qui fondent la réalité de sa reconstruction.

« D'ores et déjà, le combat pour la reconstruction de la 4^e Internationale est passé du stade du débat d'idées au stade de la lutte politique », constate le projet de rapport sur les tâches de reconstruction de la 4^e Internationale présenté par l'OCI. C'est là, la traduction en termes d'activité, d'organisation, de la situation définie ci-dessus. Mais cette situation ne résout aucun des problèmes auxquels chaque organisation doit faire face. Au contraire : elle constitue en fait une mise en demeure pour chaque organisation, groupe ou courant qui se réclame du trotskysme.

La crise ouverte au sein du prétendu « Secrétariat Unifié », le caractère de plus en plus avoué du révisionnisme, ne sont eux-mêmes explicables que par rapport à cette situation. Et il n'est pas accidentel que ce soit très précisément à partir de l'activité effective de reconstruction de la 4^e Internationale (Essen) et du contenu de la période, c'est-à-dire de la manière dont le prolétariat se mobilise dans la lutte pour le pouvoir (caractère soviétique de l'Assemblée populaire) que l'éclatement du Comité International a eu lieu.

Les tâches spécifiques de reconstruction de la 4^e Internationale ne se décident pas dans le vide. La nécessité de la tenue de la 2^e Session de la pré-Conférence, correspondait à l'ensemble de cette situation : affirmer politiquement, de façon organisée, la continuité du combat pour la reconstruction de la 4^e Internationale et la réalité des acquis de ce combat, était la seule manière de ne pas démissionner face aux tâches les plus urgentes qui sont celles de toute organisation révolutionnaire.

C'est cette unité contradictoire qui s'est exprimée dans la composition et le déroulement de la pré-Conférence.

La liste des organisations présentes le démontre : c'est la majorité des organisations qui avaient participé à la 1^{re} Session de la pré-Conférence qui étaient là ; en plus étaient présentes des organisations qui s'étaient constituées depuis juin 1970, en particulier à partir de l'activité internationale de l'OCI menée au compte du Comité international, des organisations qui avaient pris part à la conférence latino-américaine pour la reconstruction de la 4^e Internationale et des organisations et groupes qui avaient répondu à l'appel convoquant la seconde session et accepté le cadre de la discussion proposée.

Cela ne signifie nullement que toutes les forces qui ont leur place dès maintenant dans la lutte pour la reconstruction de la 4^e Internationale étaient présentes. Mais la composition même de la pré-Conférence attestait de la réalité des pas en avant dont nous parlions, démontrait que la défense des acquis de la lutte du CI impliquait l'élargissement du combat pour la reconstruction de la 4^e Internationale.

En même temps, ces tendances au regroupement des forces combattantes de la 4^e Internationale se manifestent dans les conditions qui existent simultanément de poursuite et d'approfondissement de la crise : elles conservent la marque de cette crise, de la dislocation de la 4^e Internationale : ainsi un processus qui tend consciemment à l'homogénéisation politique se développe dans le cadre d'une inévitable hétérogénéité.

Là, avant tout, résidaient les limites de la pré-Conférence qu'aucun acte de foi ne permettait de surmonter d'un coup, mais dont il fallait au contraire tenir compte pour dégager les mesures d'organisation politiques, les tâches communes, permettant la clarification politique.

LES TÂCHES ACTUELLES DE RECONSTRUCTION DE LA 4^e INTERNATIONALE

Les décisions d'organisation — y compris le nom donné aux organismes mis en place —, les tâches définies, constituent le **résumé politique** des résultats de la pré-Conférence.

La décision de constituer un comité d'organisation pour la reconstruction de la 4^e Internationale, de mettre en place un Bureau international de ce Comité, de publier un bulletin de discussion en trois langues, de préparer

une Conférence internationale concentrant les résultats politiques de la pré-Conférence, et l'on peut dire que les considérants théoriques de ces décisions sont résumés dans le premier paragraphe du point 10 de la résolution sur les tâches de reconstruction de la 4^e Internationale adoptée par la pré-Conférence :

**« Il n'y a pas de centre dirigeant, il faut reconstruire
« le centre dirigeant sur les principes du centralisme
« démocratique ; tel est le contenu de la lutte pour
« la reconstruction de la 4^e Internationale. »**

Nous voulons simplement souligner ici quel est l'acquis fondamental des travaux de la pré-Conférence à ce sujet. Cette prise de position, consignée au point 10 de la résolution, est une **conclusion**. Elle procède non seulement d'une appréciation de l'activité du CI, de ses contradictions et des causes de son éclatement, mais d'une analyse poussée jusqu'au bout de la crise de la 4^e Internationale.

En ce sens, comme nous le disions en introduction, noter que la pré-Conférence a été la première réunion aboutissant à des décisions depuis 1966, est une constatation correcte mais insuffisante. Ce qui caractérise sa contribution spécifique à la reconstruction de la 4^e Internationale, c'est effectivement d'avoir comme le dit le projet de rapport soumis par l'OCI « **déblayé le terrain** » (non que la scission provoquée par la SLL ait facilité ce « déblayage » : elle a au contraire constitué un obstacle supplémentaire) en donnant toute sa dimension historique à la crise de la 4^e Internationale, en reliant sa reconstruction à la lutte de classe internationale du prolétariat.

Ce n'est qu'à partir de là que pouvaient être déterminées les décisions prises par la pré-Conférence.

Reconstruire le centre dirigeant sur les principes du centralisme démocratique, tel est le contenu politique de la reconstruction de la 4^e Internationale : résoudre la crise de la direction révolutionnaire à quoi se ramène la crise de l'humanité par la construction du parti mondial dirigeant de la révolution socialiste, telle est la tâche de la 4^e Internationale, le contenu de notre époque historique, l'époque de la révolution socialiste.

La lutte pour la reconstruction de la 4^e Internationale ne peut se mener en la séparant du développement de la lutte des classes dont elle fait partie en même temps qu'elle en concentre les problèmes : c'est comme un problème qui concerne tout le mouvement ouvrier, en réponse aux besoins de la classe dans sa lutte que la question de la 4^e Internationale doit être posée.

La 4^e Internationale, comme le rappelle le **Programme de Transition**, n'est pas née d'une décision gratuite : elle est née de la lutte des classes. Elle est née de grands événements, « les plus grandes défaites du prolétariat dans l'Histoire » (L. Trotsky).

Les victoires historiques du prolétariat qu'appellent aujourd'hui avec urgence les nécessités de la sauvegarde des acquis de la civilisation humaine, exigent que par la 4^e Internationale, armée de son programme, la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat trouve sa solution à travers l'activité du prolétariat. Le développement de la 4^e Internationale ne peut être compris indépendamment de la marche de la classe ouvrière internationale à la Révolution socialiste. Cette marche ne saurait être linéaire : elle intègre les contradictions nées de la domination pendant des décennies, des appareils contre-révolutionnaires du stalinisme et du réformisme et, obli-

gatoirement la reconstruction de la 4^e Internationale empruntera bien des chemins, utilisera des formes diverses, sera un processus continu se développant dans la discontinuité.

« Il n'est pas douteux que la crise que traverse la 4^e Internationale et le mouvement ouvrier dominé par le stalinisme et le réformisme sont un seul et même problème » est-il écrit dans le projet de rapport de l'OCI sur la reconstruction de la 4^e Internationale.

La reconstruction de la 4^e Internationale c'est la seule voie de solution de cette crise : en dernière analyse, la reconstruction de la 4^e Internationale s'identifie à celle du mouvement ouvrier sur de nouveaux axes.

C'est toujours en donnant toute cette dimension historique et en tirant toutes les conclusions, y compris tactique, que Léon Trotsky a posé la question de la 4^e Internationale.

Ce n'était pas par manœuvre ou par pédagogie, comme l'on sait, que les bolcheviks-léninistes à l'échelle mondiale, bien qu'exclus, combattirent jusqu'en 1933 pour le redressement de l'Internationale Communiste, mais parce que le sort de cette dernière n'était pas réglé et qu'en conséquence une nouvelle Internationale ne correspondait pas aux besoins objectifs de la lutte de classe du prolétariat.

C'est le passage définitif de l'Internationale Communiste du côté de l'ordre bourgeois qui conduit l'Opposition de Gauche internationale à se constituer en mouvement pour la 4^e Internationale, à faire de la constitution de la 4^e Internationale son objectif concret en cherchant à y associer, à chaque étape, le plus largement possible, les couches du mouvement ouvrier qui font mouvement vers les solutions révolutionnaires, tout en élaborant le programme qui fondera l'Internationale, qui la séparera de tous les courants hostiles à l'indépendance politique du prolétariat, à l'internationalisme, à la dictature du prolétariat.

« Actuellement, ni la 2^e ni la 3^e Internationale n'agissent en tant qu'organismes internationaux. Elle ne sont plus que des obstacles sur la route du prolétariat. Il faut créer une organisation révolutionnaire qui réponde au caractère de la nouvelle époque historique et à ses tâches. Il faut verser du vin nouveau dans des outres nouvelles. Il faut construire un Parti révolutionnaire dans chaque pays, et une nouvelle Internationale » : déclare le « Manifeste des Communistes-internationalistes » au prolétariat mondial de mars 1934.

Et pourtant, la conséquence pratique de cette orientation sera ce qu'on a appelé le « tournant français », c'est-à-dire « l'entrisme » dans les partis sociaux-démocrates, non pour en « transformer la nature » mais pour utiliser un cadre d'organisation dans lequel se fait l'évolution contradictoire vers le programme révolutionnaire, de couches essentielles de l'avant-garde ouvrière qu'il s'agit de gagner comme des éléments constitutifs de la 4^e Internationale.

La fondation de la 4^e Internationale en 1938 sur la base du Programme de Transition se faisait dans les conditions politiques d'où surgissait la 4^e Internationale, à savoir « les plus grandes défaites du prolétariat ». Trotsky ne confondait nullement la fondation de la 4^e Internationale avec les problèmes de sa construction. Dans le manifeste de la conférence d'alarme (mai 1940), il déclare qu'il faut se préparer à de « longues années sinon à des décennies de guerre et à de nouveaux soulèvements ». Ce sera là

l'école où se forgera un « jeune parti révolutionnaire », et Trotsky de conclure sur ce point :

« Plus vite les rangs de l'avant-garde s'uniront-ils, « plus l'époque des convulsions sanglantes se raccourcira-t-elle, moins notre planète subira de destructions. Mais le grand problème révolutionnaire « ne sera pas résolu en tous cas jusqu'à ce qu'un parti « révolutionnaire se mette à la tête du prolétariat. La « question du temps et des intervalles de temps est « d'une énorme importance. Mais elle ne change ni « la perspective historique générale ni la direction de « notre politique. La conclusion est simple, il est « nécessaire d'accomplir avec une énergie décuplée la « tâche d'éducation et d'organisation de l'avant-garde « prolétarienne. C'est précisément en quoi réside la « tâche de la 4^e Internationale. »

Les questions de temps et de rythme ont une « énorme importance ». La preuve en est qu'aujourd'hui faire face aux tâches de la 4^e Internationale c'est reconstruire la 4^e Internationale. Mais la « direction de notre politique » n'est pas changée, elle est au contraire confirmée par l'ensemble des développements de la lutte des classes : **reconstituer la 4^e Internationale est LA tâche de l'époque, elle s'identifie avec la résolution de la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat.**

C'est pourquoi les tâches de construction du parti mondial de la révolution socialiste ne peuvent être comprises sans que soient clairement assimilées la signification et les conséquences de la crise de la 4^e Internationale.

A ce sujet, la 2^e Session de la pré-Conférence n'a pas fait de « découverte ». Depuis plus de dix ans, l'élaboration de l'OCI va dans le sens des conclusions qui ont été nettement formulées à l'issue de la pré-Conférence. Dès 1965, par exemple, Stéphane Just écrivait dans « Défense du Trotskysme » :

« La reconstruction de la 4^e Internationale ne peut « pas résulter d'une proclamation du Comité Inter- « national par laquelle celui-ci s'affirmerait direction « internationale. Elle ne peut être que le fruit d'une « longue lutte théorique et politique, qui détruira la « fiction du « Secrétariat international » et éliminera « jusqu'à la dernière trace de « pablisme » au sein des « organisations qui se réclament de la 4^e Internatio- « nale. Elle ne pourra aboutir à la restructuration « d'une organisation mondiale centralisée qu'à la suite « de discussions théoriques et politiques approfondies, « fatalement longues parce que devant aboutir à une « que devant apporter des réponses à de très nom- « breux problèmes théoriques et politiques qui se sont « posés au cours de ces vingt dernières années et que « n'a pas permis de résoudre la crise de l'Internatio- « nale. » (« La Vérité, septembre 1965.)

Non, ce qu'il y a de « nouveau » à l'issue de la 2^e Session de la pré-Conférence, le pas en avant réel qu'il faut enregistrer, c'est que les conclusions théoriques et politiques qu'il faut tirer de la crise de la 4^e Internationale, la définition de cette crise elle-même, de sa signification, de sa « qualité » comme le dit la résolution adoptée, ont été collectivement analysées jusqu'à leurs racines et que ces conclusions sont maintenant le bien commun des organisations, engagées dans la lutte pour la reconstruction de la 4^e Internationale.

Ce n'est que parce que la pleine mesure de cette crise a été prise qu'il a été possible d'écarteler les prudences

diplomatiques, de surmonter les équivoques qui ont abouti à l'éclatement du Comité international et de commencer, de commencer seulement — nous y reviendrons — la discussion que dès 1965 le camarade Just réclamait au nom de l'OCL.

Le centre dirigeant forgé par Léon Trotsky, qui s'était maintenu à travers l'épreuve de la seconde guerre mondiale qui s'était maintenu jusqu'en 1950 a été détruit: la 4^e Internationale a été détruite comme organisation mondiale centralisée sur la base du Programme de Transition.

Ce sera le mérite de la 2^e Session de la pré-Conférence que d'avoir nettement dégagé le contenu politique, l'ensemble des implications de cette constatation. Comme le dit la résolution adoptée « la 2^e Session de la pré-Conférence constate ce qui est: il faut reconstruire la 4^e Internationale ».

Le Comité international n'a pas été « l'Internationale reconstruite » serait-ce partiellement: il a été le moyen de maintenir la continuité de la 4^e Internationale par la défense du programme et en ce sens, comme le dit la résolution adoptée, il a assuré la continuité. Simultanément, il ne l'a pas assurée, car il a été incapable d'assumer ses tâches de force motrice de la reconstruction de la 4^e Internationale.

C'est dans ce contexte que la 2^e Session de la pré-Conférence s'est posée la question des tâches immédiates de reconstruction de la 4^e Internationale et des formes d'organisation correspondant à ces tâches.

C'est en fonction de l'analyse d'ensemble de la crise de la 4^e Internationale, de son approfondissement comme du développement des éléments de sa reconstruction que la pré-Conférence a refusé de constituer une prétendue « direction internationale » ou de laisser subsister la moindre équivoque à ce sujet: il ne peut y avoir de « centre dirigeant » — c'est-à-dire de direction — pour des marxistes que sur la base du centralisme démocratique — quelles que soient les formes de son application — qui est une méthode d'organisation découlant du programme, de l'expérience historique de la classe ouvrière et non une recette administrative ou un système de direction parmi d'autres.

Le centralisme démocratique ne peut s'imposer artificiellement: il requiert un degré d'homogénéisation politique, de développement d'une activité politique internationale que la crise de la 4^e Internationale a interdit aux organisations combattant pour sa reconstruction.

La SLL — en même temps qu'elle se refusait à assumer ses responsabilités internationales — tenait à ce que le CI se proclame « direction internationale ». Elle tenait à ce que la continuité de la 4^e Internationale soit confondue avec la permanence de son existence internationale comme organisation centralisée mais en même temps elle pratiquait une démission de toutes les tâches internationales qui était la négation même de toute lutte en direction d'une Internationale révolutionnaire digne de ce nom.

En tournant le dos à ces pratiques, la pré-Conférence a effectivement avancé dans la voie de la reconstruction de la 4^e Internationale. En même temps qu'elle refusait toute auto-illusion quant à ce qu'elle représentait, elle prenait dans la clarté des décisions, se prononçait sur les points en litige, fixait un cadre commun à toutes les organisations participantes pour que la lutte se poursuive pour la construction de sections de la 4^e Internationale dans chaque pays et pour que la discussion continue et que la clarification progresse: ce faisant elle assurait les premières

fondations du rétablissement du centralisme démocratique à l'échelle internationale, c'est-à-dire qu'elle prenait des mesures effectives mais limitées dans la voie de la constitution d'un véritable centre dirigeant international.

LA RESOLUTION POLITIQUE GENERALE LA DISCUSSION, SA PORTEE ET SES LIMITES

Ces mesures ne prenaient leurs sens que parce qu'elles correspondaient au contenu politique de la pré-Conférence elle-même: aux discussions qui s'y sont déroulées, à l'étape atteinte par ces discussions.

C'est un fait que la pré-Conférence a seulement pu commencer une discussion internationale et non la conclure, mais cela ne signifie pas qu'elle se soit contentée d'énumérer des problèmes.

La nature de la discussion à la pré-Conférence est en elle-même positive: c'est à partir des problèmes réels soulevés dans la lutte des classes par le combat des organisations trotskystes qu'elle s'est développée. Ainsi par exemple les problèmes de la lutte pour la dictature du prolétariat en Amérique latine, en relation avec les développements mondiaux de la lutte des classes et la question nationale se sont posés à partir de la lutte du POR, à partir de l'expérience de l'Assemblée populaire, en fonction de la discussion amorcée dans la conférence latino-américaine pour la reconstruction de la 4^e Internationale.

La manière dont cette discussion s'est déroulée a démontré le refus de la pré-Conférence d'en revenir aux méthodes diplomatiques, à la recherche d'une feinte unanimité couvrant des divergences, la volonté des organisations participantes d'œuvrer à la clarification politique, de poser chacun des problèmes qui confrontaient la conférence dans leurs termes les plus fondamentaux, c'est-à-dire, leur volonté d'avancer vers le règlement des questions vitales que la crise de la 4^e Internationale a laissées en suspens.

Les limites de cette discussion ne sont pas seulement dans le fait que bien des questions restent à régler, car de toute façon, la pré-Conférence ne pouvait, d'un coup de baguette magique, tout régler, surmonter l'héritage né de la dislocation pabliste. Les limites dont il faut bien prendre conscience, elles sont aussi dans le fait qu'y compris sur les questions où la pré-Conférence s'est prononcée, il s'agit souvent d'une première approche, encore générale, qui nécessitera un approfondissement commun.

Les résultats de la pré-Conférence se mesurent ainsi très exactement dans la résolution politique générale qui ne peut être comprise indépendamment de la résolution sur les tâches de reconstruction de la 4^e Internationale.

Cette résolution fixe des tâches correspondant à l'étape présente de la reconstruction de la 4^e Internationale: mais cette étape a un contenu précis: poursuite du combat engagé pour la reconstruction de la 4^e Internationale par la constitution de sections nationales (c'est-à-dire élargissement de cette activité qui a fait passer le « combat pour la reconstruction de la 4^e Internationale du stade du débat d'idées à celui de la lutte politique »); clarification politique, homogénéisation des forces engagées dans ce combat, c'est-à-dire poursuite de la discussion sur les problèmes soulevés par la lutte des classes jusqu'à sa conclusion, c'est-à-dire jusqu'à ce que des décisions à l'échelle internationale puissent être prises.

Cette tâche de clarification constitue d'ailleurs l'armement nécessaire à la poursuite de l'activité de reconstruction de la 4^e Internationale. La préparation même de la pré-Conférence (c'est-à-dire la « discussion ») a été le

moyen de regrouper, d'associer des éléments politiques nouveaux. La présence de ces forces nouvelles a elle-même constitué l'un des facteurs de l'affinement de la discussion, exigeant de toutes les organisations qu'elles précisent leurs positions.

Jusqu'à quel point la résolution politique permet-elle de progresser dans l'accomplissement de ces tâches ? C'est ainsi que l'on peut mesurer les résultats de la conférence.

La première remarque à faire, c'est que la résolution politique générale ne comporte pas une énumération de conseils tactiques, elle ne dit pas « les principes qui sont énoncés dans cette résolution impliquent que dans tel pays, il faille réaliser telle tâche, s'engager dans telle campagne ».

Cela ne signifie pas qu'elle soit abstraite. En dehors d'une élaboration politique internationale, des consignes prétendument concrètes resteraient lettre morte et seraient la pire abstraction. De toute façon, la reconstruction de l'Internationale ne passe pas par le recours à l'hyper-centralisme mécanique du Secrétariat international, mais par la clarté sur les problèmes de principe. Si cette résolution soulève des problèmes qui peuvent apparaître comme d'ordre tactique (FRA, question de la Constituante palestinienne) c'est que dans ces questions se cristallisaient des désaccords politiques dont le règlement est indispensable pour la poursuite de la reconstruction de la 4^e Internationale.

On pourrait aussi dire que cette résolution est somme toute bien formelle puisqu'elle se contente, en introduction, de réaffirmer que les organisations participantes fondent leur activité sur le **Programme de Transition**.

Tout d'abord, cette simple réaffirmation n'est justement pas une formalité car la logique de la lutte politique a amené les courants qui trahissent le trotskysme, au nom du trotskysme, les renégats à la 4^e Internationale du « Secrétariat unifié » à formellement déclarer caduc le programme de fondation de la 4^e Internationale.

En plus, et c'est ce qui fait le mérite politique de cette politique de la résolution, elle part de cette affirmation pour définir, par rapport à des axes politiques essentiels, ce que signifie se réclamer du **Programme de Transition**. Et ses différents points constituent autant de délimitations extrêmement nettes avec tous les courants politiques ennemis du trotskysme.

Cette résolution, en effet, revient sur ce qui est à la base du **Programme de Transition** : l'unité mondiale de la lutte des classes, et montre comment s'exprime cette unité dans les pays capitalistes avancés, dans les pays économiquement arriérés et dans les pays où le Capital a été exproprié mais où domine une bureaucratie parasitaire.

Ensuite, elle souligne que ce qui est au cœur du **Programme de Transition** c'est le fait que la construction du parti révolutionnaire — la solution de la crise de la direction révolutionnaire — ne peut être séparée de l'ensemble du mouvement de la classe et c'est dans ce cadre qu'elle donne sa dimension véritable à la stratégie du front unique ouvrier.

Enfin, elle revient sur le fait que la lutte pour la construction du parti révolutionnaire — pour la reconstruction de la 4^e Internationale — est inséparable du combat théorique et pratique contre tous les courants qui « sont les ennemis de cette reconstruction » parce qu'ils sont les ennemis de l'indépendance du prolétariat, le réformisme, le stalinisme, le gauchisme décomposé et les autres expressions politiques de la petite-bourgeoisie.

Là où la discussion n'a pu être menée assez avant (question des nationalisations dans les pays économiquement arriérés, fonction de la direction Castro), la résolution le constate. Elle circonscrit ainsi les limites atteintes par la discussion.

Limites qui se manifestent aussi, répétons-le, dans le fait que sur certains points qu'elle traite, la résolution ne constitue qu'une première approche qu'il faudra préciser.

Par exemple, on ne peut traiter de la question de l'unité mondiale de la lutte des classes, des formes sous lesquelles elle s'exprime sans analyser la période actuelle de la lutte des classes mondiale. Pour sa part, l'OCI a donné, depuis plusieurs années dans ses documents, une analyse du développement de la lutte des classes et des modifications des rapports au sein du mouvement ouvrier, montrant comment opérait la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne.

Elle a enfin dégagé ce qui constitue les traits essentiels de la nouvelle période qui s'est ouverte avec 1968 et qu'elle a défini comme la période de l'imminence de la révolution, et de la contre-révolution. C'est précisément parce que cette définition n'a rien d'une formule passe-partout mais renvoie à toute une analyse fondamentale qu'il aurait été artificiel de l'introduire dans la résolution générale, alors que la discussion n'avait pu suffisamment se mener sur l'ensemble de cette analyse. Il demeure pourtant qu'à travers les discussions qui ont commencé à la pré-Conférence c'est sur l'ensemble de cette analyse qu'il faudra revenir car il est bien évident qu'aucun des problèmes stratégiques nés de la lutte des classes ne pourra recevoir de réponse en dehors d'une compréhension de la période.

Ce n'est d'ailleurs pas indépendamment de l'appréciation de la période actuelle que la pré-Conférence a été amenée à discuter de la question nationale en relation avec la lutte pour la dictature du prolétariat.

Cette discussion — bien qu'elle ne soit pas terminée et qu'au contraire la pré-Conférence appelle à la poursuivre — constitue l'un des acquis de la conférence. C'est en effet là que s'est marqué le plus nettement la rupture d'avec la paralysie diplomatique, la recherche de l'unanimité par des concessions réciproques, la pratique de méthodes contraires à la lutte pour la construction d'un parti mondial.

Si la pré-Conférence n'était pas à même de trancher encore certaines questions fondamentales en termes de discipline internationale — c'est-à-dire si le centralisme démocratique à l'échelle internationale reste à conquérir —, il reste qu'avancer dans la voie du rétablissement effectif du centralisme démocratique c'est en finir avec les accords de façade et le recours à l'unanimité, c'est se prononcer dans la clarté sur les questions en litige.

C'est ce qu'a fait la pré-Conférence, puisque des votes séparés ont eu lieu sur des passages de la résolution générale concernant en particulier la nature de la bourgeoisie coloniale, et que des positions politiques différentes ont ainsi reçu la sanction d'un vote.

De plus, cette discussion permet d'illustrer concrètement l'affirmation que nous formulons plus haut dans ce texte : c'est par le processus réel de reconstruction de la 4^e Internationale que la discussion de la pré-Conférence a été nourrie, ce sont les questions vitales que pose la lutte de la classe ouvrière pour le pouvoir qui ont été à la base des débats.

Enfin l'importance de cette discussion précise c'est quelle est, elle-même, une matérialisation de ce processus de

reconstruction. Le problème des tâches du prolétariat dans les pays arriérés est sans doute l'un de ceux dont les données ont été les plus falsifiées par le révisionnisme. Il a non seulement mis en avant l'idéologie d'une « révolution coloniale » distincte de la révolution prolétarienne, c'est-à-dire d'une révolution spécifique à un secteur du globe dont la force motrice ne serait pas le prolétariat, pour justifier son adaptation à la bourgeoisie et à la petite bourgeoisie nationalistes des pays économiquement arriérés, mais il a aussi utilisé — en trahissant ainsi la signification — les luttes des ouvriers et des paysans des pays arriérés pour calomnier la classe ouvrière des pays avancés, justifiant ainsi « théoriquement » sa capitulation devant les bureaucraties ouvrières.

Réintégrer pleinement à l'analyse de la lutte des classes mondiale et du combat pour la reconstruction de la 4^e Internationale la lutte des masses des pays dominés et opprimés par l'impérialisme, c'était faire œuvre de « défense du marxisme », c'était commencer la liquidation de l'héritage laissé par les ravages du pablisme.

L'OCI ne considère nullement que cette discussion ait éloigné les débats de la pré-Conférence des questions centrales de la caractérisation de la période et de l'unité mondiale de la lutte des classes. C'est précisément le contenu de ces questions qui s'est trouvé posé à partir de la discussion sur la « question nationale ».

En ce sens, ce serait sciemment déformer cette discussion que d'y voir un affrontement entre des courants attribuant toute son importance à la lutte des ouvriers et des paysans soumis à la domination impérialiste, et d'autres la négligeant — ou ignorant ses spécificités.

Les textes soumis à la discussion par l'OCI suffisent à démentir cette allégation. Au contraire, pleinement rétablir la place de la lutte contre l'impérialisme, pour l'indépendance nationale, dans le cadre de l'unité internationale de la lutte des classes, ce n'est pas la réduire, c'est lui donner sa pleine légitimité historique.

C'est là la signification de la formule de Trotsky, citée dans la résolution générale :

« La subordination des révolutions nationales arriérées à la révolution du prolétariat a son déterminisme sur le plan mondial. Alors qu'au 19^e siècle, la tâche essentielle des guerres et des révolutions consistait encore à assurer aux forces productives un marché national, la tâche de notre siècle consiste à affranchir les forces productives des frontières nationales qui sont devenues pour elles des entraves. Dans un large sens historique, les révolutions nationales de l'Orient ne sont que des degrés de la révolution mondiale du prolétariat. »

Répétons-le, ce « ne sont que » n'a pas un sens politiquement restrictif : il donne au contraire son importance historique aux luttes des masses des pays arriérés en même temps qu'il fonde la nécessité de la direction du prolétariat sur ces luttes.

Des délégations ont demandé que dans l'ensemble du passage portant sur ce problème soient séparés les paragraphes se rapportant précisément à la question du FRA de Bolivie, constitué avec la participation du POR. L'accord avec les positions de la résolution sur la bourgeoisie nationale n'entraînant pas, selon elles, un accord sur la définition du FRA. Cette disjonction ne nous paraît pas politiquement justifiée. Ce n'est pas le fait d'avoir des « informations supplémentaires » qui aidera à la clarification. Le POR s'est lui-même clairement expliqué dans le rapport qu'il a présenté à la conférence latino-américaine : il y parle d'un nationalisme à « contenu bourgeois » puis lorsqu'il définit le FRA, il écrit : « Le FRA comprend toute la gamme de la gauche depuis les tendances qui, d'une façon ou d'une autre, se rattachent au nationalisme. »

Il intègre donc bien les nationalistes bourgeois, c'est-à-dire des représentants politiques de la bourgeoisie nationale. Aussi bien l'appréciation du FRA ne peut se séparer de l'analyse d'ensemble de la nature de la bourgeoisie nationale des pays économiquement arriérés à une époque où, à l'échelle mondiale, la bourgeoisie est entrée dans les phases les plus avancées de son déclin : c'est par le particulier que se manifeste le général. La tactique du FRA ne peut se justifier que par la conception que la bourgeoisie nationale peut jouer un rôle relativement progressiste et qu'il peut se constituer, avec des fractions de cette bourgeoisie, un pouvoir « anti-impérialiste » auquel les organisations du prolétariat pourraient participer.

Il est inutile ici de paraphraser la résolution ou les documents de discussion soumis par l'OCI : il suffit de souligner que pour l'OCI l'expérience grandiose de l'Assemblée populaire, organisme soviétique — et donc élément embryonnaire de la dictature du prolétariat — ainsi que le rôle du gouvernement Torrès ont apporté un nouveau démenti, après tous ceux que l'histoire de la lutte des classes dans les pays arriérés a déjà enregistrés, à cette idéologie.

Cette discussion, on le voit, ne relève pas du simple bilan de l'activité d'une organisation trotskyste. Elle relève du contenu de l'unité mondiale de la lutte des classes, du contenu de l'époque impérialiste, de la définition de la période dans laquelle nous sommes engagés. C'est pourquoi elle doit se poursuivre en liaison avec le développement de la discussion sur l'ensemble des expressions de la lutte mondiale du prolétariat et du combat pour la reconstruction de la 4^e Internationale.

Après la 2^e session de la pré-conférence

Commentaires du groupe "Avant-Garde" (Israël)

CETTE 2^e Session de la pré-Conférence s'est déroulée dans un paradoxe apparent qui a marqué ses débats : elle intervenait à un moment de crise particulièrement grave dans la reconstruction de la 4^e Internationale mais aussi dans un cadre où de nombreuses nouvelles sections étaient représentées qui n'existaient même pas lors de la première session.

La décision de la fraction dirigée par la SLL de perpétrer une scission est grave et criminelle. Incontestablement, elle procède d'une analyse fautive de la crise qu'a subie la 4^e Internationale après 1951 ; cette analyse ou plutôt peut-être cette absence d'analyse, refuse de reconnaître la situation où le pablisme, parce qu'il se situait à l'instance la plus élevée du Parti mondial, a brisé le cadre organisationnel fondé par L. Trotsky en septembre 1938, et même plus loin, le mouvement qui a son origine dans l'Opposition de Gauche Internationale fondée en 1929.

Ce cadre, fondé sur le centralisme démocratique, a été détruit : la tâche, à partir de 1951 — et nous sommes encore à cette étape — consiste à le reconstituer. C'est cela, la « reconstruction de la 4^e Internationale ». La SLL et les sections qui lui sont associées ont refusé de mener à bien ce travail ; elles refusent de reconnaître le fait de la destruction **organisationnelle** du Parti mondial, ce qui les amène à ignorer les tâches de la reconstruction : l'éclaircissement de la nature du pablisme comme politique centriste se servant de la terminologie traditionnelle du trotskysme par rapport au partis traîtres, par rapport au stalinisme, par rapport à la Révolution dans les pays coloniaux, etc., et la construction nécessaire de nouvelles sections de la 4^e Internationale.

La 2^e Session a décidé de tirer les conclusions de cette situation. Elle a décidé, non pas de s'intituler CI continué, mais de former un autre cadre reprenant les meilleurs acquis du CI et de mener les tâches abandonnées par la SLL. Mais, il faut le dire clairement : il faut que chaque

organisation ou Parti membre du Comité d'Organisation assimile à fond ce fait que la situation ainsi est absolument provisoire, sans quoi ce cadre serait amené à éclater de lui-même.

Il ne peut, en aucune manière, s'agir de constituer une sorte de bureau de liaison qui servirait de substitut à l'Internationale centralisée. Il faut, dès maintenant, fixer clairement et nettement les délais de la reconstitution de la 4^e Internationale comme Parti mondial fondé sur le centralisme démocratique. Le délai doit être de 1 ou 2 ans au maximum. La 4^e Conférence doit être la première Conférence de la 4^e Internationale reconstruite.

Cela signifie que le Comité d'Organisation doit mener sa lutte dans les directions suivantes au moins :

— Exiger du CI-SLL qu'il entame une **discussion véritable** sur les problèmes en suspens. La SLL et les sections qui lui sont proches doivent être invitées à entrer dans le cadre de la discussion ouverte par la session de la pré-Conférence. Notre proposition dans ce sens a été adoptée par la session.

— Impulser la discussion sur la situation internationale et les tâches de la reconstruction de la 4^e Internationale, de sorte que le maximum de sections y prennent part.

— Nous nous félicitons de ce que la session ait adopté le projet pour lequel nous combattons depuis des années et que nous avons demandé de mettre au vote : le bulletin de discussion internationale en trois langues.

En effet, nous réaffirmons que la cause immédiate de la crise du CI réside dans l'absence de discussion ouverte, franche, amenant à des conclusions communes. Seul, un tel régime de discussion peut servir de base à l'éducation des cadres du Parti Révolutionnaire et au centralisme démocratique. Refuser la discussion internationale c'est en fait repousser les délais de la reconstruction de la 4^e Internationale, c'est-à-dire la reconstruction du cadre du centralisme démocratique à l'échelle internationale.

La situation actuelle du mouvement international se caractérise par une crise. Cette crise provient du fait que de nombreuses questions sont embrouillées et les positions politiques sont confuses. Ainsi, à la deuxième Session, de nouvelles discussions éclataient à chaque fois entre d'autres sections à propos de nouveaux problèmes. La même situation de confusion et du refus conscient d'éclaircir règne au CI-SLL, par exemple à propos de la question vietnamienne entre la SLL et la Workers League.

On peut encore citer l'exemple de la « révolution imminente à l'échelle mondiale » qui est devenu un dogme, sans que cette « théorie » n'ait reçu une analyse véritable : en quoi la Révolution mondiale est-elle plus imminente que dans l'ensemble de « la période des guerres et des révolutions » ? Plus imminente que 1917-1923, 1925-1926 (Angleterre-Chine), 1931-1932 (Allemagne), 1936-1937 (France-Espagne), 1943-1947, 1953 (la grève générale en France, Allemagne de l'Est), 1956 (Pologne-Hongrie), 1960 (grève générale belge). La « révolution imminente rappelle étrangement l'analyse de « la 3^e période » faite par les stalinien à partir de 1928, la « guerre-révolution imminente » de Pablo, etc.

Les camarades de l'OCI ne nous ont pas montré que la transformation de la montée révolutionnaire qui a commencé en 1968, en fait située hors de l'histoire, hors des rapports concrets entre les classes — qui ignore les flux et reflux des masses — n'est pas identique aux anciennes fantaisies des stalinien et de Pablo. Et, comme on le sait, cela a justement été vérifié avec les stalinien et Pablo, le radicalisme verbal sert de levain à l'opportunisme pratique : puisque les appareils bureaucratiques contre-révolutionnaires ne peuvent rien contre « la situation objective », ils sont obligés de se radicaliser, de se faire l'instrument des masses, etc.

— Organiser, si possible, des bureaux de liaison régionaux qui prennent en charge à l'échelle de leur région les tâches du CO, y compris celle de la construction de nouvelles sections de la 4^e Internationale (Amérique latine, Afrique, Moyen-Orient, Europe occidentale...).

— Préparer progressivement le cadre organisationnel de la 4^e Internationale reconstruite.

La 2^e Session de la pré-Conférence a montré, par ses débats, par les heurts auxquels on pouvait arriver, deux choses au moins :

— d'abord, que la discussion est réellement ouverte ; l'ère de la diplomatie héritée du régime mis à la mode par le SI pabliste est terminée. Finie l'ère des rémissions réciproques où je ferme les yeux sur ta politique opportuniste chez toi, moyennant quoi tu dois fermer les yeux sur ce que je fais chez moi. On sait assez que cette situation aboutit à ce que l'on voit en ce moment entre l'aile SWP et l'aile MANDEL du SU : la queue des organisations de MANDEL en est encore à la phase ultra-gauche de coquetteries envers le spontanéisme (la tête, plus sage il est vrai, se tourne de nouveau vers les appareils) tandis que la politique du SWP ne se distingue plus très bien de celle du parti stalinien américain.

Voilà une conception anti-léniniste de l'Internationale qui avait ses traces au CI sous la forme des deux sections « majeures ». Ceci est fini, définitivement liquidé.

Mais les débats de la 2^e Session ont aussi montré que la discussion internationale n'est pas un luxe, une sorte d'occupation « théorique » ; bien au contraire, l'éclaircissement, l'analyse, la leçon à tirer des problèmes posés à cette session et des nombreux autres qui n'ont pas même

été effleurés, doivent être au cœur du travail politique de chaque section. Une section qui croit pouvoir toujours confier son sort — y compris sa ligne politique — à une sorte de section mère, cette organisation-là ne dirigera jamais une révolution prolétarienne victorieuse dans son pays. Des bolcheviks ne s'éduquent pas à cette école.

Au terme des débats, nous nous sommes abstenus sur la Résolution générale. Non pas que nous ayons été en désaccord avec la plus grande partie du texte, mais nous avons expliqué que cette résolution était incomplète.

Elle ne rappelait pas que la politique du Front Unique, telle qu'elle est conçue par l'OCI, méconnaît les principes qui gouvernent la tactique bolchevique. Pour l'OCI, le Front Unique remplace la politique révolutionnaire ; les mots d'ordre transitoires, au lieu de leur être subordonnés, au lieu de les nourrir. L'OCI fait de sa politique entière une politique de Front Unique, ou, plus précisément, d'appels (forcément abstraits, par la dimension réduite des forces de l'OCI) aux directions traîtres de la classe, à « l'unité » ; l'OCI a oublié qu'il faut « marcher séparément » pour « frapper ensemble ». Pour l'OCI, tout au contraire, il faut marcher ensemble. On sait quelles ont toujours été les conséquences d'une telle politique : être frappés séparément.

La politique suivie par le POR après la contre-révolution de BANZER (FRA) n'est pas d'une nature nouvelle, comme le répète à juste titre, le POR lui-même. Cette politique représente la suite logique de la politique de prostration à l'intérieur de l'Assemblée Populaire, de cette Assemblée Populaire - Soviet qui disposait d'un Programme... L'Assemblée Populaire est devenue un cadre de discussion avec le nationalisme de gauche et le stalinisme, au lieu d'être une arène de combat par l'intermédiaire de laquelle — et complétant l'action révolutionnaire du POR, menée sous son drapeau, dans les mines, les usines, la rue, les villages et, en particulier, les soviets locaux — le POR mobiliserait ouvertement et audacieusement les masses contre TORRES et ses alliés : LECHIN et les stalinien.

Nous apprenons aussi que le fil rouge qui parcourt toutes ces discussions, c'est la question centrale des rapports Parti-Classe. Si la SLL présente de nettes tendances ultimatistes (manifestées encore dernièrement où la marche des YS contre le chômage a remplacé la préparation de la Grève générale vers laquelle le prolétariat anglais se mettait en mouvement), l'OCI intervient sur des positions « suivistes » et « spontanéistes ». C'est-à-dire tend à être à la remorque des directions traîtres.

L'OCI confond aussi Parti révolutionnaire et Parti dirigeant, direction révolutionnaire de la classe. La tâche de l'Organisation des bolchevik-léninistes c'est à travers son intervention organisée dans la lutte des classes, de nouer des liens de direction avec les secteurs décisifs du prolétariat, de devenir un parti dirigeant la lutte des classes — qui devient par là-même révolution prolétarienne. Mais, pour que cette intervention puisse se faire, pour devenir la direction du prolétariat, il faut l'outil indispensable qui n'est autre que le Parti Révolutionnaire, s'opposant ouvertement à tous les autres partis.

L'OCI tend à ignorer l'oppression nationale dans les pays arriérés et à ne la considérer que comme un « épiphénomène », un « fantasme ». Non, cette oppression nationale par l'impérialisme en Afrique (Tchad, Côte des Somalies, Colonies Portugaises) au Vietnam, en Palestine, n'est pas du tout un fantasme. Et de cette situation décou-

Nous avons même proposé à la 2^e Session d'élire une Commission sur le Moyen-Orient qui aurait pour tâche de discuter, sur la base des contributions détaillées et documentées, de la situation au Moyen-Orient, y compris de la Révolution et de la contre-révolution dans cette région du monde. Cette Commission, avons-nous demandé, statuerait sur les mots d'ordre appropriés.

(1) On nous attribuerait même dans l'OCI une thèse sur le « fait national juif » ce qui n'est absolument pas notre position.

Après la 2^e session de la pré-conférence

Pour la clarification politique

(A propos de la résolution de la LRSH)

La 2^e Session de la pré-Conférence Internationale s'est tenue au début de juillet 1972. Mais sans doute est-il nécessaire pour que son contenu et sa place politique puissent être appréciés, de rappeler comment et pourquoi elle fut appelée « pré-Conférence » et siégea en deux sessions tenues à deux ans d'intervalle.

En juin 1970, le Comité International de la 4^e Internationale convoquait et organisait à Londres une réunion internationale. Y participaient les organisations membres du CI mais également des organisations, groupes, militants de différents pays, qui tout en affirmant leur accord avec le Programme de fondation de la 4^e Internationale — le **Programme de transition** — n'appartenaient pas au CI.

Son objectif devait être de préparer la 4^e Conférence du Comité International (c'est pourquoi elle fut appelée « pré-Conférence ») qui, selon l'OCI, devait être une « Conférence ouverte à tous les groupes et militants engagés dans la lutte de classes qui, quelles que soient leurs origines politiques, ressentent l'exigence pressante de la construction de Parti Révolutionnaire dans chaque pays et de l'Internationale, instruments indispensables à la victoire du prolétariat dans chaque pays et sur l'arène mondiale de la lutte des classes, à la victoire du Socialisme. »

Aussi bien par ses participants, sa composition, qu'en raison du texte qui lui était soumis, la pré-Conférence était déjà une application de l'orientation de reconstruction de la 4^e Internationale définie par l'OCI.

La première session de la pré-Conférence fut un moment d'une bataille politique ouverte, dès les lendemains de la 3^e Conférence du CI en 1966, à l'intérieur du CI et qui portait sur la nature et le rôle de celui-ci. Fallait-il reconstruire la 4^e Internationale ou non ? Malgré la crise pabliste, la 4^e Internationale demeurerait-elle toujours identique à elle-même ou non ? Quels étaient le rôle, la nature, la fonction du CI ?

Cette session ne put conclure ; la direction de la SLL demandait de nouveaux délais pour élaborer un texte. Une résolution commune fut votée qui, tout en ne se prononçant pas sur le fond, affirmait que le texte de l'OCI était un texte de principe, cependant que cette session ajour-

nait la pré-Conférence et prévoyait qu'elle se réunirait en deuxième Session au mois d'octobre 1970.

De plus en plus la direction de la SLL s'opposait aux activités du CI, bloquait son fonctionnement d'autant plus ouvertement et brutalement que, sous l'impulsion de l'OCI, l'activité pour la reconstruction de la 4^e Internationale se développait. La direction de la SLL finit par organiser la scission du CI de la 4^e Internationale. Fondamentalement opposée à l'orientation de reconstruction de la 4^e Internationale définie par l'OCI, la direction de la SLL a saboté la préparation et la tenue de la 2^e Session de la pré-Conférence. Jamais un texte de la SLL ne fut écrit et, a fortiori, soumis à la discussion. Jusqu'au jour où, rompant l'unité du CI, la SLL s'organisait à la façon d'une clique, préparait « sa » Conférence en jetant l'ostracisme sur les autres organisations membres du CI, et refusait de participer à la 2^e Session de la pré-Conférence.

Celle-ci s'est finalement tenue. Des organisations, groupes et militants qui ne participaient pas à la première session, ont participé à la seconde. La tenue de cette seconde session a concrétisé la continuité de la lutte pour la reconstruction de la 4^e Internationale qui a été maintenue par la bataille politique menée par la Section française en 1950-1952, ensuite par la formation du CI avec la participation du SWP, de la SLL et de l'OCI en 1953, par la lutte contre la fusion du SWP avec le SI pabliste, par ce que représentait le combat contre la scission perpétrée par la SLL et la défense du POR. C'est en appliquant la décision prise à l'unanimité, SLL comprise, de convoquer la deuxième session de la pré-Conférence, que s'est affirmée la continuité de la 4^e Internationale. C'est ainsi que s'affirme la continuité de la 4^e Internationale.

La 2^e Session de la pré-Conférence a surtout été marquée — et c'est ce qui lui a donné son caractère — par les débats qui ont eu lieu ouvrant publiquement la discussion sur des questions centrales de la stratégie révolutionnaire : unité mondiale de la lutte des classes, rapports entre la Révolution dans les pays économiquement arriérés et ceux économiquement développés.

Elles ont été abordées sous des angles précis et de

façon particularisée : à propos de la Révolution bolivienne, du Front Unique Anti-impérialiste, ainsi qu'à propos de la Palestine et du mot d'ordre d'une Constituante palestinienne.

Elles sont cependant au centre du combat pour la reconstruction de la 4^e Internationale. Il faut remarquer que, bien que discutées de longue date, elles ressurgissent et doivent être remises en discussion entre des organisations qui pourtant se réclament toutes du **Programme de Transition** et qui s'affirment d'accord pour reconstruire la 4^e Internationale. Certes, jamais rien n'est acquis une fois pour toutes, mais il s'agit, en ce cas, d'une conséquence directe de la crise de la 4^e Internationale, du pablisme qui a tenté de détruire les cadres de la discussion et de l'élaboration, sans lesquels il ne peut exister d'organisation internationale, qui sont la condition première bien que non suffisante, de l'exercice du centralisme démocratique.

Il est incontestable qu'un des aspects de l'activité de reconstruction de la 4^e Internationale est et sera d'homogénéiser théoriquement et politiquement des organisations qui, les unes et les autres, affirment pourtant vouloir combattre pour la reconstruction de la 4^e Internationale sur la base de son Programme. Cela se fera en liant la discussion et l'action politique. La résolution politique énumère quelques points qui devront être discutés, mais il est certain que la lutte des classes et l'activité de reconstruction de la 4^e Internationale feront surgir de nombreuses questions tout aussi essentielles qui devront également être discutées.

La 2^e Session de la pré-Conférence a pu se tenir malgré la scission du Comité International de la 4^e Internationale perpétrée par la SLL, en raison de l'activité théorique, politique et d'organisation engagée au nom du CI par l'OCI, avec la participation d'organisations comme la LRSH, la LOM, au fur et à mesure où ces Organisations se constituaient ou rejoignaient le CI. La Conférence des militants communistes des pays de l'Europe de l'Est, l'adhésion du POR au CI, la tenue du rassemblement international d'ESSEN, la Conférence latino-américaine, le développement d'organisations comme IAK (Allemagne), la constitution de noyaux trotskystes en de nombreux pays, le rapprochement du CI d'organisations comme POLITICA OBRERA (Argentine) etc. sont les résultats de cette activité.

La 2^e Session de la pré-Conférence a démontré la justesse de la méthode de reconstruction de la 4^e Internationale proposée par l'OCI au CI et repoussée par la SLL. Elle a fixé de nouveaux objectifs à atteindre sur la voie de reconstruction de la 4^e Internationale. Elle a défini une forme souple d'organisation internationale qui correspond au moment actuel de la reconstruction de la 4^e Internationale : le Comité d'Organisation pour la Reconstruction de la 4^e Internationale.

Ce sont d'importants acquis que, moins que quiconque, l'OCI sous-estime. Mais il faut aussi mesurer les limites actuelles : la 4^e Internationale n'est pas reconstruite ; il n'existe pas aujourd'hui de centre dirigeant de la 4^e Internationale. Et c'est un des aspects les plus positifs de la 2^e Session de la pré-Conférence, que d'avoir sans fard débattu et commencé à analyser, rigoureusement, la profondeur, les causes et les conséquences de la crise de la 4^e Internationale.

Ces problèmes sont restés en suspens depuis 1953 car le Comité International se refusait à les analyser, sinon à les aborder. Ils sont pourtant vitaux pour la reconstruction de la 4^e Internationale et ce n'est pas le moindre des

acquis de la 2^e Session de la pré-Conférence que d'avoir ouvert pleinement la porte à la discussion sur ces problèmes.

CONFUSIONS ET CONTRADICTION DU CI

La constitution du Comité International, en septembre 1953, démontrait la profondeur de la crise de la 4^e Internationale. En effet, la lettre publique de CANNON dénonçait la capitulation du SI devant le stalinisme, tant à propos du mouvement révolutionnaire d'Allemagne de l'Est en juin 1953, qu'à propos de la Grève générale française d'août 1953. CANNON admettait que le SWP s'était lourdement trompé en soutenant la position des « Secrétaires » de l'Internationale : FRANK, GERMAIN, PABLO et autres, contre la Section française. A la suite de la lettre de CANNON se constituait le CI de la 4^e Internationale qui regroupait diverses sections, principalement les sections anglaise et française, et qui était soutenu par le SWP, lequel, en raison de la légalité aux USA, ne pouvait officiellement adhérer. Mais, incohérence apparente car elle avait des raisons politiques, ni la lettre de CANNON, ni les textes du SWP, ni ceux du CI ne rendaient compte de la profondeur de la crise de la 4^e Internationale, et encore bien moins n'analysaient ni ne mettaient à jour les racines du pablisme.

A la lecture de la déclaration constitutive du CI, il semblerait même que la capitulation du SI devant le stalinisme ait été un simple épisode dans l'Histoire de la 4^e Internationale une crise comme tant d'autres, qui se résorberait plus ou moins facilement, plus ou moins rapidement :

« Nous considérons comme déchu de ses pouvoirs
« le SI des usurpateurs pablistes qui consacre son
« activité à la révision du trotskysme, à la liquidation
« de l'Internationale et à la destruction de ses cadres...
« ... Représentant l'immense majorité des forces
« trotskystes de l'Internationale, nous décidons de
« constituer un CI de la 4^e Internationale. »

La proclamation de la « déchéance » du SI n'empêchait pas que depuis la fin de la seconde Guerre mondiale, cet organisme (et les hommes qui le composaient) avait été le centre dirigeant incontesté et incontestable de la 4^e Internationale.

L'affirmation selon laquelle le CI représentait l'immense majorité des forces trotskystes de la 4^e Internationale était hasardeuse — le SI gardait le contrôle de nombreuses sections — et elle esquivait le fait (malgré l'auto-critique du SWP) que toutes les sections depuis 1950 avaient soutenu le SI contre la Section française et, par conséquent, avaient soutenu la politique qui conduisait à la capitulation manifeste devant le stalinisme en 1953.

Enfin, la constitution du CI ne suffisait pas à rallier les organisations qui adhéraient au SI. En réalité, les affirmations et les déclarations péremptoires masquaient la profondeur de la crise, elles esquivait la recherche des racines théoriques et politiques qui étaient à l'origine de la capitulation, et elles évitaient de définir les véritables tâches qu'aurait dû entreprendre le CI.

Dès sa constitution, le CI de la 4^e Internationale était fondé sur des confusions et une contradiction : il s'affirmait comme étant purement et simplement la 4^e Internationale. En réalité, il ne comprenait pas que celle-ci avait été détruite comme organisation homogène et cen-

tralisée régie par les règles du centralisme démocratique, par des Congrès, un Exécutif disposant des pouvoirs politiques délégués par le Congrès ; il s'affirmait être la nouvelle direction de la 4^e Internationale, tout en fonctionnant de façon fédérative et en n'assumant aucune des tâches et responsabilités d'une direction internationale.

Ces confusions et cette contradiction résultaient du refus d'assumer les tâches qui auraient dû être celles du CI : constater que la 4^e Internationale s'était disloquée, qu'elle avait été, comme centre politique dirigeant reconstituée après la guerre avec la constitution du SI, détruite par le pablisme, pour — en tirant les leçons de cette crise et en analysant les origines — devenir la force motrice de la reconstruction de la 4^e Internationale.

Sans faire l'histoire du Comité International, il est manifeste que ces confusions ne furent jamais dissipées et que cette contradiction ne fut jamais résolue. Une première conséquence en a été une première crise du Comité International en 1961-1963. Le SWP et d'autres organisations du CI ralliaient le SI et formaient avec lui le SU. La SLL menait à ce moment la lutte contre le ralliement au SI et pour la défense principale du Programme de la 4^e Internationale. Mais elle se refusait à caractériser la crise de la 4^e Internationale, à en analyser les racines et à conclure à la nécessité de la reconstruction.

Le Comité paritaire, afin d'organiser la discussion entre le CI et le SI qu'elle proposait signifiait, au fond, que le CI et le SI étaient deux branches de la même famille trotskyste. Finalement, la direction de la SLL se refusait, tout comme le SWP, à prendre en charge les tâches de la reconstruction de la 4^e Internationale.

Elle avait besoin de l'étiquette 4^e Internationale qui affirmait son lien historique avec le trotskysme, sa fidélité de principe au Programme de la 4^e Internationale, ses objectifs historiques. Elle ne pouvait se soumettre à la politique du Secrétariat Unifié qui la menaçait de liquidation. Mais, en dernière analyse, tout comme la direction du SWP, la direction de la SLL subissait des déviations nationales petites-bourgeoises ; la 4^e Internationale était subordonnée aux exigences immédiates de la construction de la SLL en Angleterre ; la construction de la 4^e Internationale procéderait de la construction de la SLL, un peu à l'exemple de ce qui semblait aux dirigeants de la SLL, s'être produit après la victoire de la Révolution russe : le Parti bolchevique, après avoir pris le pouvoir, construisit la 3^e Internationale. De ce qui semblait, car la réalité est singulièrement différente.

Le Parti bolchevique s'est d'abord lui-même construit comme une composante de la 2^e Internationale. Sans la 2^e Internationale, pas de Parti bolchevique. C'est en 1914 que s'affirma la trempe révolutionnaire du Parti bolchevique par sa politique de l'internationalisme prolétarien : le défaitisme révolutionnaire en était la traduction en Russie ; le combat pour la construction de la 3^e Internationale en était l'expression internationale et fut mené dès 1914 : « La 2^e Internationale est morte, il faut construire la 3^e Internationale ». L'activité théorique et pratique en vue de la construction de la 3^e Internationale a armé le Parti bolchevique pour diriger la Révolution russe et, en même temps, jeté les bases sans lesquelles elle n'aurait pu se construire. Enfin, si le Parti bolchevique eut un rôle décisif au sein de la 3^e Internationale, la construction de la 3^e Internationale procéda d'un mouvement mondial avec ses forces et ses faiblesses, et non de la seule prise du pouvoir par le Parti bolchevique.

Un praticisme étroit, national petit-bourgeois, s'accordait parfaitement à un idéalisme non moins petit-bourgeois : aussi bien nationalement qu'internationalement, les dirigeants de la SLL situaient leur organisation en dehors de la lutte des classes ; la SLL se construirait en marge, à côté de la lutte des classes, jusqu'au jour où, assez forte, elle modifierait les données de celle-ci en s'emparant du pouvoir ; soit en même temps, soit ensuite, elle impulserait décisivement la construction de la 4^e Internationale dont elle deviendrait l'âme et la force dirigeante. Elle serait à la 4^e Internationale ce que les dirigeants de la SLL croient que le Parti bolchevique fut à la 3^e Internationale.

Ces déviations idéalistes, nationales, petites-bourgeoises à l'intérieur de la SLL et, également à l'intérieur du SWP, remontent à loin : depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, le SWP se contentait de s'affirmer sur le terrain historique de la 4^e Internationale, cela indépendamment de la légalité américaine qui lui interdisait d'y appartenir formellement ; mais il laissait les mains libres au SI pourvu que sa direction ait les mains libres aux USA. La section anglaise n'était pas dans une situation identique. Située en Europe, secouée par des crises, elle dépendait assez étroitement du SI. La direction du SWP réagit contre le SI lorsque celui-ci, en application de sa politique liquidatrice, mit en cause l'existence du SWP en suscitant et en impulsant une tendance liquidatrice (Clark).

La Section anglaise était également menacée de dissolution à l'intérieur de la Gauche du Labour Party (Bevan) — (Laurence et sa tendance étaient des instruments de destruction de la section anglaise utilisée par le SI) — sa direction s'appuya sur le SWP pour secouer la tutelle du SI et lutter contre lui. Longtemps, les déviations petites-bourgeoises nationales, idéalistes restèrent des tendances plus ou moins limitées. Après la rupture du SWP en 1963, et même après 1966, avec l'OCI, la SLL participa à certaines tâches internationales.

Mais, au fur et à mesure que ces tâches devenaient plus précises et plus lourdes, la direction de la SLL entrava le fonctionnement du CI pour s'opposer de plus en plus directement à toute activité du CI et, finalement, elle organisa la scission. Ces événements ayant déjà été relatés dans d'autres textes, il n'est pas nécessaire de les rappeler ici en détail.

LE CI A ASSUME, ET N'A PAS ASSUME, LA CONTINUITE DE LA 4^e INTERNATIONALE

Par contre, il est indispensable de revenir sur l'appréciation du rôle, de la nature du CI, sur sa crise et ses conséquences, puisque d'importantes discussions ont eu lieu à ce propos au cours de la 2^e Session de la pré-Conférence. Ces discussions ont été marquées par le dépôt d'une Résolution par la LRSH (1). Vraisemblablement, elles reprendront ou rebondiront sous une forme ou une autre à un moment ou à un autre.

L'OCI a affirmé que le CI de la 4^e Internationale avait assumé la continuité de la 4^e Internationale, que son cadre avait été indispensable pour que cette continuité soit assumée sans cependant qu'il ait été un centre dirigeant comme l'avait été le SI avant que la crise pablisme n'éclate. En même temps, dit l'OCI, le CI n'a pas assumé la continuité de la 4^e Internationale pour autant qu'il s'est refusé à analyser jusqu'au bout les origines du pablisme et ses conséquences destructives de la 4^e Internationale, et bien sûr, n'a pas assumé les tâches de sa reconstruction.

(1) Il s'agit de la résolution reproduite dans ce bulletin.

La reconstruction de la 4^e Internationale a été entreprise dans le cadre du CI, mais le CI n'a pas été, comme organisme, dans son ensemble, la force motrice de cette reconstruction. L'alternative formulée par l'OCI dès 1966 : « ou le CI deviendra la force motrice de la reconstruction de la 4^e Internationale, ou il éclatera » s'est vérifiée : malheureusement, le CI a éclaté faute d'avoir tenu le rôle qui aurait dû être le sien. Les camarades de la L.R.S.H. et ceux de l'Europe de l'Est ont estimé que l'OCI formulait ainsi d'insolubles contradictions. Il y avait, selon eux, également contradiction à dire que la 4^e Internationale avait été détruite mais que sa continuité avait été et était assumée. Toujours selon eux, la continuité de la 4^e Internationale était identique à son existence : le CI était le centre dirigeant de la 4^e Internationale ; malgré sa crise, le CI continuait à exister, il demeurait le centre dirigeant de la 4^e Internationale.

La méthode qui conduit la L.R.S.H. et les camarades de l'Europe de l'Est à de telles conclusions, est formelle et superficielle. Qu'ils s'interrogent sur la façon dont s'est formé le CI de la 4^e Internationale et ils seront obligés de convenir que cela témoigne d'une rupture, d'un éclatement de la 4^e Internationale. En se constituant, le CI a déclaré le SI déchu. Quest-ce donc sinon une rupture, un éclatement, une sorte de « coup d'Etat ». Que la « proclamation de la déchéance » ait masqué la nécessité d'entreprendre la reconstruction de la 4^e Internationale n'empêche nullement qu'elle s'inspire d'une exigence politique : la nécessité de dénoncer le centre liquidateur, d'affirmer qu'il était politiquement la négation de la 4^e Internationale, de ses origines historiques, de son Programme.

Le « Coup d'Etat », la rupture, l'éclatement, étaient nécessaires pour que la continuité de la 4^e Internationale soit assumée. Mais peut-on dire que la 4^e Internationale dont le CI exprimait la continuité, était la même après le « Coup d'Etat », qu'avant la crise pabliste ? Poser la question c'est y répondre : la plus grande partie des sections restait contrôlée par le SI liquidateur. Le Secrétariat International, ultérieurement le SU, après la fusion SI-SWP, cessait également d'être un centre dirigeant. Les organisations adhérentes du SI et, ensuite, du SU fonctionnaient de façon autonome sans quoi elles n'auraient pu cohabiter. Mais cela convenait à la nature politique et à la fonction du SU qui est de désarticuler la 4^e Internationale, de barrer la route à la construction du Parti mondial de la Révolution socialiste.

Le CI n'avait aucune activité organisée à l'échelle internationale politique autre que celle de déclarations. Il était un organisme de confrontation et d'élaboration internationales qui, malgré ses limites constituait une ligne de défense contre le pabliste. Il a empêché que l'ensemble des Sections soient liquidées et cela s'applique à certaines organisations mêmes du SU.

L'existence du CI a obligé le SI, et ensuite le SU, à respecter un certain cadre qui permette à ces organisations de se maintenir de façon très générale sur une ligne politique qui ne les aliène pas définitivement au trotskysme. Certes, la note sera finalement lourde, mais dégagées du SU certaines d'entre elles peuvent éventuellement être redressées et trouver place dans le processus de reconstruction de la 4^e Internationale.

Il a permis que se reconstituent, se renforcent des Organisations trotskystes, que d'autres Organisations se constituent, que des noyaux trotskystes se forment. Il a

produit une certaine élaboration politique. De tous ces points de vue, tout en n'étant pas un centre organisé et organisateur, et encore moins politiquement centralisé, il a assuré la continuité de la 4^e Internationale. Mais il n'a pas assumé la continuité de la 4^e Internationale en ce qu'il n'a pas pris en charge sa reconstruction. Ce point exige quelques explications.

L'OCI, et d'autres organisations du CI, sous le sigle et au nom du CI, ont entrepris les tâches de reconstruction de la 4^e Internationale dont il a déjà été question plus haut, avec des résultats limités mais certains. Mais, et en particulier les camarades de la L.R.S.H. le savent très bien, l'OCI définissait son orientation au sein du CI de la façon suivante : Autant que ceci serait possible, agir au nom et au compte du CI sur la ligne de reconstruction de la 4^e Internationale ; mener parallèlement les discussions au sein du CI ; l'OCI tentait ainsi de modifier les rapports internes au sein du CI, de faire en sorte que la SLL modifie son orientation, résolve ses contradictions ; le but était de dissiper les confusions et de résoudre les contradictions du CI de façon positive, en lui faisant assumer le rôle de force motrice de la reconstruction de la 4^e Internationale.

Il faut convenir que si d'importants résultats ont été atteints quant à la reconstruction de la 4^e Internationale, au fur et à mesure que des pas en avant étaient faits sur cette voie, l'opposition de la SLL s'est, au contraire, faite plus forte, jusqu'au moment où elle organisa la scission. L'OCI n'est pas parvenue à faire jouer au CI, en tant qu'organisme, le rôle qui aurait dû être le sien.

Le CI n'a pas même toujours fonctionné comme un organisme fédératif qui prend des décisions approuvées par tous et appliquées par tous : Chaque organisation agissait à sa guise, la plupart du temps, sans trop se préoccuper de décisions pourtant prises en commun. Paradoxe, moins la SLL prenait part à l'activité du CI, plus elle s'efforçait de bloquer son fonctionnement, plus fort et plus clairement elle affirmait : « La 4^e Internationale n'a pas été détruite », le « CI est la 4^e Internationale ».

Ce paradoxe n'est qu'apparent : affirmer que la 4^e Internationale n'avait pas été détruite, c'était tenter d'éliminer les tâches internationales que le CI aurait dû entreprendre pour assumer ses responsabilités, c'est-à-dire pour engager les tâches de reconstruction de la 4^e Internationale.

LE CI A ECLATÉ

Ainsi ce n'est pas d'une belle simplicité logique. Mais est-ce simple et « logique » que la 4^e Internationale ait été fondée comme la continuatrice du Parti bolchevique, de la 3^e Internationale, sur le **Programme de Transition**, et que son centre politique dirigeant et organisateur soit devenu le centre liquidateur ? Pas plus. Pour le comprendre il faut replacer la 4^e Internationale dans le cadre de la lutte des classes, comprendre que les contradictions sociales et politiques s'expriment toujours plus ou moins directement, à l'intérieur des Organisations révolutionnaires, que ces Organisations sont des instruments actifs de la lutte des classes, des moyens mais aussi des enjeux de la lutte des classes, que la construction du Parti Révolutionnaire dans chaque pays, et de l'Internationale, est un processus dialectique de la lutte des classes (unitaire et contradictoire).

Dès lors, il s'agit de procéder à une **analyse** concrète pour comprendre ce mouvement réel et ces contradictions.

Bien que le centre dirigeant de la 4^e Internationale soit devenu ultérieurement son centre liquidateur, telle qu'elle fut réorganisée et dirigée après la guerre, en dépit de ses faiblesses et des contradictions, la 4^e Internationale a été un anneau historique indispensable. La méthode à utiliser pour analyser le rôle, la nature, les contradictions et la crise du CI est la même. Mais le Comité International de la 4^e Internationale existe-t-il toujours ? Non. Il faut bien constater qu'il a éclaté. Certaines des forces principales qui l'avaient constitué en 1953, et qui demeuraient les composantes principales du CI, l'ont quitté, en 1963, pour ce qui concerne le SWP, ou ont organisé la scission pour ce qui concerne la SLL en 1971.

Il faut analyser les raisons de cet éclatement et ne pas nier la réalité. Jusqu'au bout, et y compris en préparant la 2^e Session de la pré-Conférence, l'OCI a lutté contre la scission, pour que le CI continue à vivre de la seule façon dont il pouvait vivre en assumant en tant que CI les tâches de reconstruction de la 4^e Internationale ; c'est pourquoi le rapport politique sur la situation internationale concluait :

« La responsabilité du CI est là : s'il ne l'assumait pas, il laisserait les militants qui rompent avec le stalinisme, ceux qui cherchent la voie de la 4^e internationale, ceux qui cherchent simplement une perspective mondiale, être récupérés, soit par l'appareil stalinien, soit captés par la construction d'une organisation ou d'organisations centrées, soit pris en main par les rénégats de la 4^e Internationale ou, plus simplement, détruits comme militants. »

En d'autres termes, le CI ferait faillite.

Elaboré après que la SLL ait organisé sa Conférence scissionniste, déjà le rapport intitulé : « Les tâches de reconstruction de la 4^e Internationale » devait dépasser la lutte contre la scission et tirer le bilan du CI.

La méthode et le mouvement des deux rapports sont les mêmes. Il n'y a pas contradiction entre les deux, ainsi que l'ont prétendu les camarades de la LSRH et de l'Europe de l'Est. Il n'y a pas contradiction entre : avoir combattu dans le cadre de la 4^e Internationale telle qu'elle s'est reconstituée après la guerre — avoir combattu le pablisme — avoir constaté que le SI avait détruit comme organisation centralisée politiquement et organisationnellement la 4^e Internationale — avoir constitué le CI — avoir constaté ses contradictions, combattu pour qu'il les résolve et pour qu'il prenne en charge la reconstruction de la 4^e Internationale — et, ensuite, lorsque le CI éclate, mettre sur pied une nouvelle forme d'organisation adaptée au stade actuel de la crise de la 4^e Internationale et de la lutte pour sa reconstruction. Il s'agit, bien au contraire, d'une même ligne. Si contradictions il y a, ce sont celles des camarades de la LSRH et de l'Europe de l'Est.

LE « POSITIF », LE « NEGATIF » ET L'ANALYSE HISTORIQUE CONCRETE

Ces camarades ont déposé à la 2^e Session de la pré-Conférence une résolution qui reflète, tant par sa forme que par son contenu, leurs confusions et leurs contradictions. La Résolution propose à la pré-Conférence, la formation d'une « fraction trotskyste » à l'intérieur de la pré-Conférence ou de l'organisme qu'il aurait à constituer. S'il est nécessaire de former au sein d'un

organisme, d'une organisation quelconque, une « fraction trotskyste », cela signifie qu'au moins une partie de celle-ci, sinon la majorité, n'est pas trotskyste ; les camarades de la LSRH et de l'Europe de l'Est soumettent au vote de non-trotskyistes la constitution d'une « fraction trotskyste ». Assurément c'est original !

La constitution d'une « fraction » quel que soit le nom qu'on lui donne, ne se met pas aux voix. Si les camarades de la LSRH et de l'Europe de l'Est désirent avoir quelques éclaircissements sur la formation éventuelle d'une fraction et le droit de fraction, qu'ils consultent les statuts de l'OCI dont ils sont membres pour la plupart. Ils verraient que le droit de fraction y est reconnu et défini. Ils constateraient qu'une fraction est reconnue dès lors qu'elle définit ses bases politiques et qu'elle se proclame comme telle. Si les camarades qui déposèrent cette Résolution estimaient qu'il était indispensable de constituer à l'intérieur de la pré-Conférence et, ultérieurement, à l'intérieur de la forme d'organisation qui en résulterait, « une fraction trotskyste », ils devaient faire une déclaration qui définisse les bases politiques de la future fraction ; et, éventuellement, ils devaient lancer un appel à ceux qui auraient manifesté leur accord avec cette déclaration politique, à se joindre à cette fraction.

Deuxième erreur de forme : la Résolution des camarades propose le maintien du CI qui, en tant que fraction internationale « offre le cadre même organisationnel à tous les groupes et Organisations avec lesquels nous entendons mener la bataille pour la 4^e Conférence du CI ». Si les camarades estimaient que le CI de la 4^e Internationale continuait à exister et devait continuer à exister, ils devaient alors demander que se réunissent les Organisations membres du CI, présentes à la 2^e Session de la pré-Conférence, et non soumettre cette question à l'appréciation d'Organisations dont ils considèrent manifestement que certaines ne sont pas trotskystes.

Ces erreurs de forme ne seraient pas tellement graves si elles ne résultaient d'erreurs politiques fondamentales. Depuis que l'opposition de Gauche a cessé d'être l'opposition de Gauche et a combattu pour la formation de la 4^e Internationale, elle n'était, pas plus que la 4^e Internationale telle qu'elle existait précédemment (mais qu'il s'agit toujours de reconstruire), une « fraction trotskyste ». En combattant le pablisme, il assumait la continuité de la 4^e Internationale et, dans ce sens, la permanence de la 4^e Internationale. Il était une Organisation internationale totalement indépendante de toute autre Organisation, dont la vocation aurait dû être la reconstruction de la 4^e Internationale et dont le nom le plus approprié aurait dû être « CI pour la reconstruction de la 4^e Internationale ». Le CI était une Organisation internationale souveraine. Non une « fraction trotskyste ». Jusqu'en 1933, l'Opposition de Gauche était une « fraction » (la « fraction trotskyste » si l'on veut) au sein de la 3^e Internationale, fondamentalement dépendante, qui reconnaissait la souveraineté de la 3^e Internationale car elle combattait pour son redressement.

Parce que depuis 1933, la tâche est de construire ou de reconstruire la 4^e Internationale « la 3^e Internationale étant définitivement passée du côté du maintien de l'ordre bourgeois », l'Organisation trotskyste est, en toutes circonstances, totalement souveraine. Naturellement, les camarades savent cela. Mais ils sont dans une telle incertitude, dans une telle confusion, qu'ils l'oublient. Et ils écrivent dans leur résolution :

**« Face aux liquidateurs qui ont effectivement réussi
« à détruire la 4^e Internationale en tant qu'organi-
« sation basée sur le centralisme démocratique, une
« fraction trotskyste internationale a pu naître et se
« développer. »**

Apparemment, il y a une certaine clarification par rapport aux interventions de quelques camarades : la reconnaissance du fait que le pablisme a détruit la 4^e Internationale en tant qu'organisation centralisée, hélas ! la contrepartie est lourde : Ici aussi il s'agit de la « fraction trotskyste » mais, qui plus est, « a pu naître » ! Non, il y a longtemps que la « fraction trotskyste » était née, était morte et... enterrée.

Le trotskysme n'est pas né avec la crise pabliste, mais a résisté, s'est maintenu, malgré et contre le pablisme. Le CI « en dépit de toutes ses faiblesses, équivoques, blocages, hésitations » a incarné la continuité de la 4^e Internationale. La « naissance », la formation du CI n'est ni la naissance d'une « fraction trotskyste », ni la naissance du « trotskysme ». Il est né du trotskysme tel qu'il fut incarné par la 4^e Internationale jusqu'en 50-53.

Quant à l'autre affirmation « et se développer », elle apporte un nouveau lot de confusion à la confusion qui précède. L'OCI, moins que toute autre organisation, et pour cause, n'a l'intention de nier les acquis, les pas en avant réalisés au nom du CI. Cependant, la vue donnée par la Résolution est unilatérale. Répétons-le : le SWP a quitté le CI et s'est unifié avec le SI, la SLL a perpétré la scission et entraîné une partie importante du CI dans cette scission. Là encore, ce n'est donc pas si simple. Il s'agit d'un « développement » continu et contradictoire.

L'écèlement du CI ne peut être considéré comme un acquis.

Certes, les camarades nient que le CI ait éclaté. Évidemment, on peut nier l'évidence. Et, pour soutenir cette affirmation, ils utilisent un argument curieux : selon eux donc, le CI était une « fraction trotskyste », et, disent-ils :

**« Nous jugeons dans son ensemble l'activité du CI
« comme positive. C'est cela qui est déterminant. »**

Voilà une étrange façon de raisonner. la 1^{re}, la 2^e, la 3^e Internationales furent des anneaux historiques inséparables de la lutte des classes, qui furent indispensables à la constitution de la classe ouvrière comme classe, à la marche vers la Révolution prolétarienne. Ainsi que le dit Trotsky : « La 4^e Internationale se hisse sur les épaules de ses devancières. »

Si nous utilisons la méthode formelle des camarades, il nous faut conclure que « leur activité fut positive ». Mais nous connaissons tous le rôle ultérieur joué par la 2^e et la 3^e Internationales. Toujours en utilisant la méthode formelle des camarades, il nous faut conclure : « leur activité fut négative ». Nous sommes alors très embarrassés et, en ce cas : qu'est-ce qui est « déterminant » ?

Allons plus loin : l'activité du SI entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et 1950 environ, peut être considérée comme positive et pourtant le pablisme est né des faiblesses et contradictions de la politique du SI. Qui est-ce qui est « déterminant » ? En posant une question faussement on ne peut obtenir une réponse juste. Les organisations, leur rôle, doivent être appréhendés comme des produits, des facteurs agissant, parfois de façon déterminante, dans le cours de la lutte des classes. Il faut les saisir dans leur développement et contradictions. On

n'y parvient pas en distribuant, des bonnes et, des mauvaises notes qui ne font qu'embrouiller la question.

Le CI a eu « un rôle positif » dans la lutte contre le pablisme, il a assumé la continuité de la 4^e Internationale dans cette lutte, tout en ne l'assumant pas parce que ne devenant pas la force motrice de la reconstruction de la 4^e Internationale : l'OCI ne le nie certes pas. Mais comme tout organisme vivant le CI n'était pas donné une fois pour toutes. Il a une histoire. A-t-elle permis de dissiper les confusions, at-elle résolu les contradictions du CI ? Faute d'y être parvenu, qu'en est-il résulté ? C'est cela qui nous intéresse. Des camarades de la LSRH ne savent que répondre. Ils ne se livrent à aucune analyse véritable, c'est pourquoi ils nous servent des affirmations, en l'occurrence, creuses.

A LA RECHERCHE D'UN SUCCEDANE DE DIRECTION INTERNATIONALE

La poursuite de l'analyse du « contenu » (s'il est possible d'utiliser à son propos ce terme) de cette résolution est tout aussi démonstrative de la confusion politique qu'elle exprime. Il s'agit donc de constituer, ou de reconstituer, « une fraction trotskyste internationale » ou plus précisément que le CI se perpétue comme « fraction trotskyste internationale », cela pour affirmer la base du programme : l'indépendance de classe du prolétariat, contre ceux, évidemment qui la mettent en cause par leur pratique politique. Là intervient un dosage compliqué.

Selon les camarades de la LSRH : sont compris dans cette catégorie les organisations qui à la pré-Conférence défendirent les thèses du POR sur la FUA, Política Obrera principalement.

Par contre, curieusement, le POR est admis au sein de la « fraction trotskyste ». La seule raison en est qu'il fut membre du CI. La SLL par ses positions sur la Révolution Arabe, en attaquant ainsi qu'elle l'a fait la politique du POR avant et pendant le coup d'Etat de Banzer, mettait également en cause l'indépendance de classe du prolétariat, en organisant la scission elle tentait de torpiller la reconstruction de la 4^e Internationale (ce qui, sauf erreur, est mettre en cause l'essence du programme « la crise de l'humanité est la crise de la direction révolutionnaire » et en dernière analyse l'indépendance de classe du prolétariat) : elle aurait néanmoins un siège réservé, au cas où elle voudrait bien venir l'occuper, au sein « de la fraction trotskyste ».

Il est vrai que la résolution concède que poursuivre la discussion avec les groupes et organisations qui mettent en cause « l'indépendance de classe du prolétariat » est nécessaire tout en ne les intégrant pas à la « fraction trotskyste internationale ». Elle estime aussi qu'il faut la poursuivre « jusqu'à son terme » à l'intérieur de ladite « fraction » principalement avec le POR.

Cette résolution démontre que ses auteurs ne comprennent pas l'ampleur et les conséquences de la crise de la 4^e Internationale qu'ils ne comprennent pas plus les origines du pablisme, et l'orientation de l'OCI pour la reconstruction de la 4^e Internationale. Ils sont éperdus devant la constatation de l'écèlement du CI et cherchent un succédané à une 4^e Internationale qu'il s'agit de reconstruire.

Même le CI n'a jamais été un centre dirigeant, et il est impossible d'imposer les règles du centralisme démocratique à des organisations qui n'ont pas l'ho-

homogénéité politique nécessaire, bien que toutes se réclament de la 4^e Internationale, du **Programme de Transition**. Trouver une forme d'organisation qui soit un cadre à la discussion et à l'action politiques communes, sur des lignes et en vue d'objectifs définis en commun dans la perspective de la reconstruction de la 4^e Internationale — mais qui laisse, au moment présent, la responsabilité à chaque organisation de la définition et de l'application de sa politique — est aujourd'hui un stade inévitable. Ce qui ne veut pas dire que la politique de chaque organisation ne doive pas être discutée et éventuellement mise en cause par les autres organisations. Dans l'immédiat, il importe que les engagements pris en commun soient respectés, ce sera un progrès par rapport au fonctionnement du CI, tout au moins au cours de ces dernières années.

La proposition de l'OCI de constituer un Comité d'Organisation pour la Reconstruction de la 4^e Internationale, correspond à cette situation. Elle correspond à une conception de la reconstruction de la 4^e Internationale qui tire les leçons des origines de la crise pabliste : la direction révolutionnaire reste toujours à construire, elle ne peut être construite en dehors ou au-dessus de la lutte des classes mais dans la lutte des classes.

La reconstruction de la 4^e Internationale doit être posée comme inséparable de la lutte des classes : comme la question centrale de la lutte des classes. Elle doit être posée devant la classe ouvrière, le mouvement ouvrier dans leur ensemble, comme une question qui concerne tout le mouvement ouvrier. Elle doit être adressée aussi bien aux militants qui rompent avec les Organisations staliniennes ou réformistes, aux militants et Organisations qui appartiennent au SU mais qui sont en opposition avec l'orientation liquidatrice des Krivine-Maitan-Mandel, etc., qu'en direction de la SLL et des Organisations qu'elle influence, aux jeunes qui s'éveillent à la lutte politique, à la lutte de classes.

C'est dire qu'elle ne peut être posée de façon désincarnée, mais directement en liaison avec des campagnes politiques qui répondent, tant par rapport à leur propre pays qu'à l'échelle internationale, aux préoccupations et aux besoins de ces militants (voir les rapports préparatoires à la 2^e Session et les textes votés au cours de la 2^e Session).

Sans doute les camarades de la LRSH se déclarent d'accord avec la « stratégie de reconstruction de la 4^e Internationale » définie par l'OCI : toutefois ils veulent un centre dirigeant et, quelles que soient les précautions de langage qu'ils prennent, ils excluent à priori de la lutte pour la reconstruction de la 4^e Internationale des Organisations comme Política Obrera et, à terme, comme le POR.

C'est bien à cela qu'aboutit leur proposition de maintenir en dehors « de la fraction trotskyste » Política Obrera, et de n'y maintenir le POR que parce qu'il appartient déjà au CI ; il en sera exclu plus tard. Quant à la SLL, dans l'immédiat il ne coûte rien à la LRSH de lui offrir une place au sein de la « fraction trotskyste »... tant qu'elle ne l'occupe pas. Mais il est évident, selon la conception de la LRSH, qu'elle n'y a pas plus sa place que le POR. Le subtil dosage n'est, en fait, qu'une médiocre rouerie.

L'OCI estime, au contraire, que la discussion et l'action politiques doivent être menées jusqu'au bout, qu'il faut mettre sur pied une forme d'organisation qui le per-

mette. C'est non à priori mais par la discussion et l'action politiques dans l'activité de reconstruction que se constituera un centre dirigeant de la reconstruction de la 4^e Internationale. La « fraction internationale trotskyste » est constituée de ceux qui s'organisent pour combattre ensemble pour la reconstruction de la 4^e Internationale. Actuellement, le Comité d'Organisation pour la Reconstruction de la 4^e Internationale assume et incarne la continuité de la 4^e Internationale. Il est « la Fraction trotskyste internationale » (qui n'est pas une fraction).

Dans ce cadre, et par une activité et une discussion communes, sur sa ligne de reconstruction de la 4^e Internationale, l'OCI veut convaincre le POR, Política Obrera et d'autres. Bien entendu, il n'y a à priori aucune certitude que PO, que le POR, etc., seront convaincu : mais cette bataille doit être menée.

A tous moments du développement de la lutte pour la reconstruction de la 4^e Internationale, des batailles politiques auront lieu, dans le cadre de formes d'organisations qui devront à chaque moment, être adaptées en fonction des pas faits sur la voie de la reconstruction, de l'homogénéisation théorique et politique.

L'OCI sait parfaitement que des regroupements politiques se produiront. Ils seront nécessaires. Ils se constitueront au fur et à mesure que les discussions se produiront et que progresseront les tâches de reconstruction de la 4^e Internationale. Cela, à l'intérieur du Comité d'Organisation ou d'autres formes organisationnelles éventuelles. L'OCI ne s'est jamais interdit d'organiser sur une base politique précise, si nécessaire, un bloc politique, éventuellement « une fraction ». Mais assurément pas à priori et surtout pas selon la méthode que traduit la résolution de la LRSH.

Cette Résolution prouve que jamais rien n'est acquis une fois pour toute. Sous un autre forme, et à partir de motivations très différentes, la LRSH renouvelle l'erreur de méthode qui a été à l'origine des confusions et contradiction du CI qui, non dissipées et résolues, l'ont finalement fait éclater. La crise de la 4^e Internationale se réduit pour elle à des plus ou à des moins. La 4^e Internationale n'aurait pas été détruite comme Organisation politiquement centralisées et homogène. La direction de la 4^e Internationale se compose de l'OCI, de la LRSH et de quelques autres organisations, mais essentiellement, de l'OCI.

Nous remercions les camarades de la LRSH de cette généreuse proposition. Mais non ! l'OCI n'est pas la direction de la 4^e Internationale ; la n'est pas la responsabilité, la tâche, la fonction de l'OCI. La tâche, la fonction, la responsabilité de l'OCI c'est d'agir de telle sorte que le Comité d'organisation pour la Reconstruction de la 4^e Internationale soit la forme d'organisation internationale qui permette de progresser sur la voie de la reconstruction de la 4^e Internationale.

Mais, en conclusion, comment ne pas se demander où tout cela peut conduire les camarades de la LRSH ainsi que ceux du Comité d'Organisation des Communistes-trotskyistes de l'Europe de l'Est ? L'affirmation : la 4^e Internationale n'est pas détruite, le CI continue — revient à reprendre la méthode de la SLL. Elle tend à éviter les tâches de reconstruction de la 4^e Internationale, qui sont difficiles, longues, et qui demandent beaucoup d'effort politiques. Elle débouche, ainsi que nous venons de le voir, sur un « splendide isolement » style très SLL. Il

est vrai qu'il y a cette fois deux Organisations élues : l'OCI et la LRSH. Pourtant, comme l'OCI réclame cette politique, il n'y en a plus qu'une. Certes, on peut avoir raison contre tous. Mais nous sommes d'accord pour estimer que la SLL a trébuché, pour ne pas dire plus, s'est refusée à assumer ses responsabilités internationales : la « fraction trostkyste » n'est rien d'autre qu'un refus d'assumer les tâches internationales que nous avons à accomplir, cela au nom de la « pureté ». Alors ?

L'étroitesse nationale, l'idéalisme petit-bourgeois ne sont

pas réservés aux organisations occidentales. La pression déformante de la bourgeoisie et du stalinisme s'exerce sur toutes les organisations ; des erreurs de méthode multiplient l'efficacité de cette pression. La méthode utilisée par la LRSH est, au fond, la même que celle qu'utilise la SLL pendant des années. Elle ne peut qu'être très rapidement dévastatrice pour la LRSH. Il faut en changer.

Le 7 août 1972.

Stéphane JUST.

RÉIMPRESSION PHOTOGRAPHIQUE de "LA VÉRITÉ" (1^{ère} série)

octobre 1958-mai 1961

Plus de 300 pages, format 21 × 27, de textes actuellement introuvables.
La réimpression commencera dès que le nombre convenable de
souscripteurs sera atteint.

N'ATTENDEZ PAS POUR SOUSCRIRE !

Bulletin de souscription à la 1^{ère} série

NOM _____

PRENOM _____

ADRESSE COMPLETE (en capitales d'imprimerie) _____

A remplir et à retourner, avec la somme de 47 F en chèque postal de
virement (3 volets) pour le C.C.P. BLOCH PARIS 16 913-99 ; chèque
bancaire ou mandat-poste libellé au nom de BLOCH, la Vérité, 39, rue
du Faubourg-du-Temple, Paris-10^e.

BULLETIN D'ABONNEMENT A "LA VÉRITÉ"

A remplir et à retourner, avec 20 F, en chèque postal de virement
(3 volets) pour le C.C.P. BLOCH PARIS 606-23, en chèque bancaire
ou en mandat-poste, libellé au nom de BLOCH, à la Vérité, 39, rue du
Faubourg-du-Temple, Paris-10^e.

NOM _____

PRENOM _____

ADRESSE COMPLETE (en capitales d'imprimerie) _____

- Non abonné, je souscris un abonnement de cinq numéros à la Vérité
à partir du n° _____. (1).
- Abonné à la Vérité, je prolonge mon abonnement de cinq numéros (1).

(1) Rayer l'une de ces deux formules.

